

Thourotte, le 15 Décembre 2023

**SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 12 DECEMBRE 2022 A 18H00**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est assemblé en session ordinaire à l'Hôtel Communautaire – 9 Rue du Maréchal Juin à THOUROTTE sous la présidence de Monsieur Patrice CARVALHO, Président.

**ETAIENT PRESENTS :** MM. CARVALHO, VAN ROEKEGHEM, TASSIN, PASTOT, Mmes PIHAN GAUMET, FRETE, GRANDJEAN, MONFORT (départ à 19h35), DACQUIN, MM RICARD, BEURDELEY, LETOFFE, BOURDON, CUELLE, PIAR, BONNETON, LEFEVRE, SELLIER, DERE, Monsieur JOLY, Mmes BACONNAIS, VANPEVENAGE.

**ETAIENT REPRESENTES** Monsieur SERVAIS qui avait donné pouvoir à Monsieur LEFEVRE, Madame VANDENBROM qui avait donné pouvoir à Monsieur BEURDELEY, Madame BALITOUT qui avait donné pouvoir à Monsieur LETOFFE (jusqu'à 18H27), Madame DAUMAS qui avait donné pouvoir à Madame GRANDJEAN, Madame FONTAINE qui avait donné pouvoir à Monsieur PIAR, Monsieur POTET qui avait donné pouvoir à Madame MONFORT, Madame DRELA qui avait donné pouvoir à Monsieur RICARD

**ABSENTS :** Messieurs DROUET, IBRAN, BONNARD (arrivé à 18h27).

**ASSISTAIENT A LA SEANCE :** M. DE SMET, Directeur Général ; Mme LEBOEUF, Rédacteur Principal ;

**SECRETAIRE DE SEANCE:** Mme FRETE.

**LISTE DES DELIBERATIONS**

**Au titre des finances, le Conseil Communautaire a émis un avis favorable :**

- o A la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire 2022.

**Au titre des finances, le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité:**

- o D'adhérer à la centrale d'achat de l'informatique hospitalière pour permettre le renouvellement de la téléphonie mobile.
- o De valider la Décision Modificative N°4 du Budget Général
- o De valider la Décision Modificative N°2 du Budget annexe « bateau promenade »
- o De valider la Décision Modificative N°2 du Budget annexe « SPANC »

**Au titre de l'environnement, le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité:**

- o De fixer les modalités tarifaires de la redevance spéciale déchets en 2023
- o De reconduire l'aide à l'acquisition de récupérateurs d'eau pluviale
- o De conclure des contrats avec Ecologic et Ecosystem pour la prise en charge des DEEE ménagers

**Au titre du Développement économique, le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité:**

- o De modifier les tarifs de la pépinière d'entreprises
- o La sollicitation de subventions pour les travaux d'isolation à la pépinière d'entreprises

**Au titre de l'aménagement du territoire, le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité :**

- o D'adhérer à la charte partenaire « base adresse locale » de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires Canal Seine Nord Europe

**Au titre du Tourisme, le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité:**

- o La signature d'une convention avec la Fédération de l'Oise pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique
- o La reprise de la compétence Tourisme et la sortie de l'EPIC
- o La sollicitation de subventions pour la réalisation de parkings et la construction d'un bloc sanitaires à la Cité des Bateliers

**Le Conseil Communautaire a également :**

- Autorisé Monsieur le Président à signer la première version du Contrat Territorial de Développement
- Autorisé Monsieur le Président à signer la convention de moyens et d'objectifs 2023 avec le Pays Sources et Vallées.
- Décidé d'adhérer au CEREMA et à désigné Monsieur PASTOT comme représentant.
- Décidé de prendre une motion pour le maintien d'un médecin SMUR aux urgences de Noyon

Le Président,



P. CARVALHO

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT  
DE L'OISE

\*\*\*\*

ARRONDISSEMENT  
DE COMPIEGNE

\*\*\*\*

CANTON DE  
THOUROTTEEXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LACOMMUNAUTE DE COMMUNES  
DES DEUX VALLEES

\*\*\*\*\*

SEANCE DU 12 décembre 2022

\*\*\*\*\*

DATE DE CONVOCATION  
05 Décembre 2022

Certifié exécutoire par le  
Président compte tenu de la  
réception en Sous-préfecture le  
15 décembre 2022 (Voie  
électronique)  
Publication le 15 décembre  
2022  
Le Président,



NOMBRE DE DELEGUES

- \* EN EXERCICE : 32
- \* PRESENTS : 22
- \* VOTANTS : 29

**Objet :**  
**Signature du Contrat**  
**Territorial de**  
**Développement (CTD)**  
**- SCSNE**

L'an Deux Mille vingt-deux, le douze décembre à dix-huit heures le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est assemblé en session ordinaire à l'Hôtel Communautaire - 9 Rue du Maréchal Juin à THOUROTTE sous la présidence de Monsieur Patrice CARVALHO, Président.

**ETAIENT PRESENTS :** MM. CARVALHO, VAN ROEKEGHEM, TASSIN, PASTOT, Mmes PIHAN GAUMET, FRETE, GRANDJEAN, MONFORT, DACQUIN, MM RICARD, BEURDELEY, LETOFFE, BOURDON, CUELLE, PIAR, BONNETON, LEFEVRE, SELLIER, DERE, Monsieur JOLY, Mmes BACONNAIS, VANPEVENAGE.

**ETAIENT REPRESENTES** Monsieur SERVAIS qui avait donné pouvoir à Monsieur LEFEVRE, Madame VANDENBROM qui avait donné pouvoir à Monsieur BEURDELEY, Madame BALITOUT qui avait donné pouvoir à Monsieur LETOFFE (jusqu'à 18H27), Madame DAUMAS qui avait donné pouvoir à Madame GRANDJEAN, Madame FONTAINE qui avait donné pouvoir à Monsieur PIAR, Monsieur POTET qui avait donné pouvoir à Madame MONFORT, Madame DRELA qui avait donné pouvoir à Monsieur RICARD

**ABSENTS :** Messieurs DROUET, IBRAN, BONNARD (arrivé à 18h27).

**ASSISTAIENT A LA SEANCE :** M. DE SMET, Directeur Général ; Mme LEBOEUF, Rédacteur Principal ;

**SECRETAIRE DE SEANCE:** Mme FRETE.

Il est procédé à l'appel nominal des délégués.

Les conditions de quorum étant remplies.....

Accusé de réception en préfecture 060-246000772-20221212-12dec2022\_1-DE Reçu le 15/12/2022

**Communauté de Communes des Deux Vallées****Séance du Conseil Communautaire du 12 Décembre 2022**

**OBJET : Signature du Contrat Territorial de Développement (CTD) – Société Canal Seine Nord Europe (SCSNE)**

2022-12-01

Monsieur le Président expose,

L'un des objectifs de la démarche Grand Chantier du Canal Seine-Nord Europe (CSNE), est d'anticiper les besoins et de préparer la réalisation du canal afin d'optimiser les retombées sur les territoires en termes d'emploi, d'aménagement et de développement économique.

Sur le territoire du Compiégnois-Noyonnais, cette ambition s'inscrit dans le CTD qui se décline en quatre volets opérationnels :

- 1 - les aménagements bords à canal,
- 2 - le développement économique par l'emploi, la formation, l'insertion, l'accueil du chantier et l'appui aux entreprises,
- 3 - l'organisation du chantier en lien avec la vie des territoires,
- 4 - le devenir des canaux existants (canal latéral à l'Oise et canal du Nord).

Les travaux réalisés dans les groupes de travail ont permis d'aboutir à une 1<sup>ère</sup> version du CTD, document envoyé par voie dématérialisée le 17/11/22 par les services de la Sous-Préfecture de Compiègne.

Celui-ci tient compte d'une partie des demandes et propositions de la CC2V concernant notamment la localisation du quai de Thourotte, le réaménagement du canal latéral de l'Oise ainsi que les aménagements liés aux mobilités douces des RD 66, RD 40bis et RD 48.

Le contrat tient compte de l'absence de consensus concernant les modalités de rétablissement de la RD 15 entre Le Plessis-Brion et Thourotte, on notera qu'il ne fait apparaître aucune solution satisfaisante au regard de la délibération prise en Conseil Communautaire le 29 mars 2021. Ce point reste donc à l'étude.

Toutefois, sur les aménagements pour lesquels une solution a été trouvée et afin de ne pas bloquer l'avancement des travaux du CSNE.

Il demande donc aux élus de la Communauté de Communes d'autoriser le Président à signer cette première version du document.

Pour rappel, le CTD valide le co-financement par la CC2V des équipements suivants :

Aménagement d'une piste cyclable le long du rétablissement de la RD66 Montmacq – Cambronne-lès-Ribécourt					
BUDGET HT	40% Europe	15% ETAT	15% REGION	10% CG	20% CC
1 499 710 €	599 884 €	224 957 €	224 957 €	149 971 €	299 942 €
Aménagement d'une piste cyclable le long de la « RD40bis » - Ribécourt- Dreslincourt / Pimprez					
BUDGET HT	40% Europe	15% ETAT	15% REGION	10% CG	20% CC
871 479 €	348 592 €	130 722 €	130 722 €	87 148 €	174 296 €
Aménagement d'un cheminement piétons le long du rétablissement de la RD48 à Chiry-Ourscamp					
BUDGET HT	40% Europe	15% ETAT	15% REGION	10% CG	20% CC
126 215 €	50 486 €	18 932 €	18 932 €	12 621 €	25 243 €
<b>TOTAL CC2V</b>					<b>499 481 €</b>

Le Conseil Communautaire,

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> Juin 2021 concernant la demande de labellisation des projets connexes,

Vu la délibération du 29 mars 2021 concernant le tracé du pont de la route Départementale,

Vu la réalisation des travaux dans le cadre du Canal Seine Nord Europe

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré, A l'unanimité

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer la première version du CTD et tous les documents se rapportant à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Et ont, les membres présents, signé après lecture,  
Pour copie conforme,

**Le Président,**



**P. CARVALHO.**

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT  
DE L'OISE

\*\*\*\*

ARRONDISSEMENT  
DE COMPIEGNE

\*\*\*\*

CANTON DE  
THOUROTTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA

COMMUNAUTE DE COMMUNES

DES DEUX VALLEES

\*\*\*\*\*

SEANCE DU 12 décembre 2022

\*\*\*\*\*

DATE DE CONVOCATION  
05 Décembre 2022

Certifié exécutoire par le  
Président compte tenu de la  
réception en Sous-préfecture le  
15 décembre 2022 (Voie  
électronique)

Publication le 15 décembre  
2022

Le Président,



NOMBRE DE DELEGUES

\* EN EXERCICE : 32

\* PRESENTS : 22

\* VOTANTS : 29

**Objet :**  
**Convention d'objectifs**  
**et de moyens entre la**  
**CC2V et le Pays**  
**Sources et Vallées pour**  
**l'année 2023**

L'an Deux Mille vingt-deux, le douze décembre à dix-huit heures le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est assemblé en session ordinaire à l'Hôtel Communautaire - 9 Rue du Maréchal Juin à THOUROTTE sous la présidence de Monsieur Patrice CARVALHO, Président.

**ETAIENT PRESENTS :** MM. CARVALHO, VAN ROEKEGHEM, TASSIN, PASTOT, Mmes PIHAN GAUMET, FRETE, GRANDJEAN, MONFORT, DACQUIN, MM RICARD, BEURDELEY, LETOFFE, BOURDON, CUELLE, PIAR, BONNETON, LEFEVRE, SELIER, DERE, Monsieur JOLY, Mmes BACONNAIS, VANPEVENAGE.

**ETAIENT REPRESENTES** Monsieur SERVAIS qui avait donné pouvoir à Monsieur LEFEVRE, Madame VANDENBROM qui avait donné pouvoir à Monsieur BEURDELEY, Madame BALITOUT qui avait donné pouvoir à Monsieur LETOFFE (jusqu'à 18H27), Madame DAUMAS qui avait donné pouvoir à Madame GRANDJEAN, Madame FONTAINE qui avait donné pouvoir à Monsieur PIAR, Monsieur POTET qui avait donné pouvoir à Madame MONFORT, Madame DRELA qui avait donné pouvoir à Monsieur RICARD

**ABSENTS :** Messieurs DROUET, IBRAN, BONNARD (arrivé à 18h27).

**ASSISTAIENT A LA SEANCE :** M. DE SMET, Directeur Général ; Mme LEBOEUF, Rédacteur Principal ;

**SECRETAIRE DE SEANCE:** Mme FRETE.

Il est procédé à l'appel nominal des délégués.

Les conditions de quorum étant remplies.....

Accusé de réception en préfecture 060-246000772-20221212-12dec2022\_2-DE Reçu le 15/12/2022

**Communauté de Communes des Deux Vallées**  
**Séance du Conseil Communautaire du 12 décembre 2022**

**OBJET : Convention d'objectifs et de moyens entre la CC2V et le Pays Sources et Vallées pour l'année 2023**

2022-12-02

Monsieur le Président expose qu'il convient de signer une convention d'objectifs et de moyens avec le Pays Sources et Vallées pour définir les conditions de versement de la subvention annuelle.

En 2023, le Pays Sources & Vallées poursuivra son travail notamment pour :

- Le projet alimentaire territorial (PAT) afin de relocaliser l'alimentation,
- Des actions en faveur de la politique de l'eau et climat (CTEC),
- La mise en œuvre d'actions mutualisées du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),
- Des actions en faveur des commerces de proximité,
- La préparation, le lancement et le suivi du programme LEADER 2023-2027.

La participation sollicitée par le Pays Sources & Vallées pour l'année 2023 s'élèvera à 87 455.22 € contre 94 532.97 € en 2022.

Compte tenu des décalages importants entre la mise en place des actions et le versement du solde des subventions sollicitées, la mise en place du fond de roulement se poursuit à hauteur de 30 000 € (dont 8 820 € de la CC2V).

La convention prendra effet à compter de sa date de signature et jusqu'au 31 décembre 2023.

Il est demandé d'autoriser le Président à signer ladite convention.

Le Conseil Communautaire,  
Vu les statuts de la CC2V,  
Vu les domaines d'intervention du Pays Sources et Vallées,  
Vu la Loi N°2016-1321 du 7 octobre 2016 et notamment son article 18,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,  
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs et de moyens 2023 avec le Pays Sources et Vallées, jointe en annexe.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Et ont, les membres présents, signé après lecture,  
Pour copie conforme,



**Le Président,**

**P. CARVALHO.**

**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'ANNEE 2023**  
**ENTRE**  
**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX VALLEES**  
**ET**  
**LE PAYS DE SOURCES ET VALLEES**

## ENTRE

La Communauté de communes des Deux Vallées, représentée par son Président, Monsieur Patrice CARVALHO en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du .... décembre 2022 ci-après désignée l'Etablissement Public.

## ET

L'association dénommée : *Pays de Sources & Vallées*

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901, dont le siège social est situé au Campus Inovia, 1435 bd de Cambronne à Noyon représentée par son Président, Monsieur Sébastien NANCEL, ci-après désignée : l'Association

N°SIRET : 752 453 159 000 28

N°APE : 9499Z

## PREAMBULE

Conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement d'une subvention par l'Etablissement Public à l'Association.

## ARTICLE 1 - Objet de la convention :

Par la présente convention, l'Association s'engage à :

- constituer un support d'animation globale du territoire de Sources & Vallées correspondant au périmètre des Communautés de communes du Pays Noyonnais, du Pays des Sources et des Deux Vallées.
- être un lieu de concertation dans le cadre du Conseil de développement pour assurer le développement du territoire,
- assurer l'animation, le suivi, l'accompagnement des projets du programme européen LEADER ;
- coordonner les projets qui lui sont confiés.

En 2023, l'Association coordonnera des actions visant à :

- Mettre en œuvre des actions liées au projet alimentaire territorial (PAT)
- Soutenir les commerces de proximité
- Mettre en œuvre les actions liées à la politique de l'eau (actions Eau & Agriculture et coordination du Contrat Eau et Climat, actions des mesures agro-environnementales et climatiques MAEC)
- Mettre en œuvre les actions mutualisées dans le cadre du PCAET (actions de sensibilisation, encourager la rénovation du bâtiment existant, promouvoir les bonnes pratiques, promouvoir une agriculture plus durable)
- Elaboration et diffusion du bilan de la programmation 2014-2020

- Préparation et lancement de la nouvelle programmation 2023 - 2027
- La présentation du programme d'actions prévu pour 2023 est annexée à la présente convention.

L'association étant une structure à part entière, avec du personnel propre, des sources de financement multiples, la Communauté de Communes des Deux Vallées souhaite l'accompagner dans le développement de ses missions. A cette fin, une subvention d'un montant maximum de 87 455,22€ au titre de l'année 2023, lui sera attribuée.

Pour sa part, l'Etablissement Public s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits inscrits à son budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

## ARTICLE 2 - Durée de la convention :

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2023, sauf dénonciation expresse adressée 3 mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 3 - Modalités d'exécution de la convention :

Les objectifs fixés à l'Association sont les suivants :

- être un support actif d'animation globale du territoire ;
- être un lieu de concertation contribuant au développement du territoire ;
- être un lieu de coordination de projets communs aux Communautés de Communes du Pays Noyonnais, du Pays des Sources et des Deux Vallées ;
- assurer l'animation, le suivi, l'accompagnement des projets du programme européen LEADER.

Un budget prévisionnel global, des objectifs ainsi que des moyens affectés à leur réalisation, devra être envoyé à la Communauté de communes au cours du premier semestre 2023. Ce dernier devra détailler les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres ainsi que les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1 (mise à disposition de locaux, de personnel).

## ARTICLE 4 - Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à 87 455,22 € (quatre – vingt – sept mille quatre cent cinquante-cinq euros et vingt - deux centimes)

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- Un acompte de 40% de la subvention sera versé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 sur simple demande de l'Association ;
- Un second acompte représentant 50% de la subvention pourra être appelé à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 sur simple demande de l'Association.

Le solde (soit 10%) sera versé après la clôture du bilan de l'association, durant le premier semestre 2024 sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5.

Les versements seront effectués sur le compte bancaire de l'association *Pays de Sources et Vallées*.

Dans le cas où les dépenses réelles sont inférieures aux dépenses prévisionnelles, l'association s'engage à réajuster sa demande de subvention à la collectivité pour l'année suivante en soustrayant le trop-perçu sur l'année N-1.

## ARTICLE 5 - Obligations comptables

L'association s'engage :

# PROJET

- A fournir à l'Etablissement Public un rapport d'activités et financier propre aux objectifs annuels de l'association, signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation et au plus tard avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante.
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- En application de la réglementation, ces comptes seront certifiés par le Commissaire aux comptes. L'association étant soumise à l'approbation de ses comptes par un Commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à l'Etablissement Public tout rapport produit par celui-ci.

## ARTICLE 6 - Autres engagements

L'Association communiquera, sans délai, à l'administration la copie des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 Août 1901 portant sur la réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'Association) ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'Association.

L'Association devra mentionner l'aide et l'assistance apportée par la Communauté de communes des Deux Vallées dans ses vecteurs de communication.

## ARTICLE 7 - Sanctions :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'Etablissement Public des conditions d'exécution de la convention par l'Association, l'Etablissement Public peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## ARTICLE 8 - Contrôle de l'Etablissement Public :

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle, par les services de l'Etablissement Public, de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place pourra être réalisé par l'Etablissement Public, en vue d'en vérifier l'exactitude.

## ARTICLE 9 – Suivi technique, financier et juridique des actions :

La validation technique et le suivi des actions du Pays seront assurés par le Comité de direction composé des directeurs des trois Communautés de Communes et de l'animatrice du Pays chargée de coordonner le travail sur les dossiers Pays. Ce comité se réunit environ une fois tous les 2 mois afin d'échanger sur le suivi technique, financier et juridique des actions menées. Pour certaines thématiques, des comités de techniciens et d'élus référents sont également constitués (comités thématiques et comités de pilotage).

Les élus référents des Communautés de Communes devront faire l'interface entre le travail du Pays et les réflexions des différentes commissions Internes à chaque Communauté sur les thématiques en lien avec les actions du Pays.

Ils devront informer les élus communautaires de l'état d'avancement des actions Pays, à chaque réunion de bureau et au minimum une fois par an lors des conseils communautaires.

## **ARTICLE 10 - Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 11 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivants: l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à ..... le .....

**Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Deux Vallées**  
**Monsieur Patrice CARVALHO**

**Monsieur le Président de l'Association *Pays de Sources & Vallées***  
**Monsieur Sébastien NANCEL**

### **Documents annexés :**

- Budget prévisionnel 2023 du *Pays de Sources et Vallées*

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT  
DE L'OISE

\*\*\*\*

ARRONDISSEMENT  
DE COMPIEGNE

\*\*\*\*

CANTON DE  
THOUROTTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DES DEUX VALLEES

\*\*\*\*\*

SEANCE DU 12 décembre 2022

\*\*\*\*\*

DATE DE CONVOCATION  
05 Décembre 2022

Certifié exécutoire par le  
Président compte tenu de la  
réception en Sous-préfecture le  
15 décembre 2022 (Voie  
électronique)

Publication le 15 décembre  
2022

Le Président,



NOMBRE DE DELEGUES

\* EN EXERCICE : 32

\* PRESENTS : 22

\* VOTANTS : 29

**Objet :**  
**Adhésion au CEREMA**

L'an Deux Mille vingt-deux, le douze décembre à dix-huit heures le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est assemblé en session ordinaire à l'Hôtel Communautaire - 9 Rue du Maréchal Juin à THOUROTTE sous la présidence de Monsieur Patrice CARVALHO, Président.

**ETAIENT PRESENTS :** MM. CARVALHO, VAN ROEKEGHEM, TASSIN, PASTOT, Mmes PIHAN GAUMET, FRETE, GRANDJEAN, MONFORT, DACQUIN, MM RICARD, BEURDELEY, LETOFFE, BOURDON, CUELLE, PIAR, BONNETON, LEFEVRE, SELLIER, DERE, Monsieur JOLY, Mmes BACONNAIS, VANPEVENAGE.

**ETAIENT REPRESENTES** Monsieur SERVAIS qui avait donné pouvoir à Monsieur LEFEVRE, Madame VANDENBROM qui avait donné pouvoir à Monsieur BEURDELEY, Madame BALITOUT qui avait donné pouvoir à Monsieur LETOFFE (jusqu'à 18H27), Madame DAUMAS qui avait donné pouvoir à Madame GRANDJEAN, Madame FONTAINE qui avait donné pouvoir à Monsieur PIAR, Monsieur POTET qui avait donné pouvoir à Madame MONFORT, Madame DRELA qui avait donné pouvoir à Monsieur RICARD

**ABSENTS :** Messieurs DROUET, IBRAN, BONNARD (arrivé à 18h27).

**ASSISTAIENT A LA SEANCE :** M. DE SMET, Directeur Général ; Mme LEOEUF, Rédacteur Principal ;

**SECRETAIRE DE SEANCE:** Mme FRETE.

Il est procédé à l'appel nominal des délégués.

Les conditions de quorum étant remplies.....

Accusé de réception en préfecture 060-246000772-20221212-12dec2022\_3-DE Reçu le 15/12/2022

**Communauté de Communes des Deux Vallées**  
**Séance du Conseil Communautaire du 12 décembre 2022**

**OBJET : Adhésion au CEREMA**

2022-12-03

Monsieur le Président explique que le CEREMA est un opérateur public expert en ingénierie de l'adaptation au changement climatique et de l'aménagement durable des territoires.

Cet établissement a ouvert une campagne d'adhésion des collectivités locales et de leurs groupements.

Il permettrait à la communauté de communes de mobiliser l'expertise du CEREMA par simple voie conventionnelle, sans obligation de publicité, ni de mise en concurrence et quel que soit le montant du contrat.

L'adhésion permet de bénéficier d'un traitement prioritaire de l'examen des demandes de prestations et d'un abattement de 5% sur le barème des prestations du CEREMA.

Par ailleurs, en qualité d'adhérent, la CC2V aura la possibilité de désigner, début 2023, des représentants au sein du Conseil d'administration et du Conseil stratégique du CEREMA.

Enfin, cette adhésion est l'occasion de rejoindre une communauté d'intérêts et d'expertise au sein d'un « Club Adhérents », notamment à travers des outils de veille et des événements.

Le montant de la contribution en année pleine est calculé s'élève à 0.05 € par habitant. La première année d'adhésion un abattement de 50% sera applicable.

Cette demande d'adhésion sera examinée par le Conseil d'Administration du CEREMA lors de sa première réunion suivant son dépôt. Elle sera effective dès lors que la décision sera rendue exécutoire.

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- De valider une demande d'adhésion,
- De désigner un représentant,
- D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires rendant possible cette adhésion.

Le Conseil Communautaire,  
Entendu l'exposé de Monsieur le Président,  
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**DEDIDE** d'adhérer au CEREMA selon les modalités énoncées si dessus.

**DESIGNE** Monsieur PASTOT Dominique comme représentant .

**AUTORISE**, Monsieur le Président à signer tous documents et pièces afférents à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Et ont, les membres présents, signé après lecture,  
Pour copie conforme,

**Le Président,**



**P. CARVALHO.**

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT  
DE L'OISE

\*\*\*\*

ARRONDISSEMENT  
DE COMPIEGNE

\*\*\*\*

CANTON DE  
THOUROTTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA

COMMUNAUTE DE COMMUNES

DES DEUX VALLEES

\*\*\*\*\*

SEANCE DU 12 décembre 2022

\*\*\*\*\*

DATE DE CONVOCATION  
05 Décembre 2022

Certifié exécutoire par le  
Président compte tenu de la  
réception en Sous-préfecture le  
15 décembre 2022 (Voie  
électronique)  
Publication le 15 décembre  
2022  
Le Président,



NOMBRE DE DELEGUES

\* EN EXERCICE : 32

\* PRESENTS : 22

\* VOTANTS : 29

**Objet :**  
**Renouvellement du**  
**marché de la téléphonie**  
**mobile**

L'an Deux Mille vingt-deux, le douze décembre à dix-huit heures le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est assemblé en session ordinaire à l'Hôtel Communautaire - 9 Rue du Maréchal Juin à THOUROTTE sous la présidence de Monsieur Patrice CARVALHO, Président.

**ETAIENT PRESENTS :** MM. CARVALHO, VAN ROEKEGHEM, TASSIN, PASTOT, Mmes PIHAN GAUMET, FRETE, GRANDJEAN, MONFORT, DACQUIN, MM RICARD, BEURDELEY, LETOFFE, BOURDON, CUELLE, PIAR, BONNETON, LEFEVRE, SELLIER, DERE, Monsieur JOLY, Mmes BACONNAIS, VANPEVENAGE.

**ETAIENT REPRESENTES** Monsieur SERVAIS qui avait donné pouvoir à Monsieur LEFEVRE, Madame VANDENBROM qui avait donné pouvoir à Monsieur BEURDELEY, Madame BALITOUT qui avait donné pouvoir à Monsieur LETOFFE (jusqu'à 18H27), Madame DAUMAS qui avait donné pouvoir à Madame GRANDJEAN, Madame FONTAINE qui avait donné pouvoir à Monsieur PIAR, Monsieur POTET qui avait donné pouvoir à Madame MONFORT, Madame DRELA qui avait donné pouvoir à Monsieur RICARD

**ABSENTS :** Messieurs DROUET, IBRAN, BONNARD (arrivé à 18h27).

**ASSISTAIENT A LA SEANCE :** M. DE SMET, Directeur Général ; Mme LEOEUF, Rédacteur Principal ;

**SECRETAIRE DE SEANCE:** Mme FRETE.

Il est procédé à l'appel nominal des délégués.

Les conditions de quorum étant remplies.....

Accusé de réception en préfecture 060-246000772-20221212-12dec2022\_4-DE Reçu le 15/12/2022

**Communauté de Communes des Deux Vallées**  
**Séance du Conseil Communautaire du 12 décembre 2022**

**OBJET : Renouvellement du marché de la téléphonie mobile**

2022-12-04

Vu le marché négocié avec BOUYGUES TELECOM via la centrale d'achat de l'UGAP pour la téléphonie mobile

Considérant que ce marché prendra fin au 31/12/22.

Considérant que la société BOUYGUES TELECOM propose de maintenir le niveau de tarif en passant par un contrat négocié via la Centrale d'Achat de l'Informatique Hospitalière (CAIH).

Considérant que cette association loi 1901 simplifie les achats informatiques et télécoms de ses adhérents en préparant et animant des marchés publics.

Considérant que la redevance pour la mise à disposition du marché est de 100 € par an.

Monsieur le Président,

**PROPOSE**, pour bénéficier des tarifs préférentiels de la société BOUYGUES TELECOM, d'adhérer à la Centrale d'Achat de l'Informatique Hospitalière (CAIH) pour un montant de 100 € par an.

**DEMANDE** au Conseil Communautaire de l'autoriser à signer la convention avec la CAIH.

Le Conseil Communautaire,  
Entendu l'exposé de Monsieur le Président,  
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**DEDIDE** d'adhérer à la Centrale d'Achat de l'Informatique Hospitalière (CAIH) et de verser la somme de 100 € par an.

**AUTORISE**, Monsieur le Président à signer tous documents et pièces afférents à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Et ont, les membres présents, signé après lecture,  
Pour copie conforme,

**Le Président,**



**P. CARVALHO.**

## REPUBLIQUE FRANCAISE

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT  
DE L'OISE

\*\*\*\*

ARRONDISSEMENT  
DE COMPIEGNE

\*\*\*\*

CANTON DE  
THOUROTTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA

COMMUNAUTE DE COMMUNES

DES DEUX VALLEES

\*\*\*\*\*

SEANCE DU 12 décembre 2022

\*\*\*\*\*

DATE DE CONVOCATION  
05 Décembre 2022

L'an Deux Mille vingt-deux, le douze décembre à dix-huit heures le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est assemblé en session ordinaire à l'Hôtel Communautaire - 9 Rue du Maréchal Juin à THOUROTTE sous la présidence de Monsieur Patrice CARVALHO, Président.

Certifié exécutoire par le  
Président compte tenu de la  
réception en Sous-préfecture le  
15 décembre 2022 (Voie  
électronique)

Publication le 15 décembre  
2022

Le Président,



NOMBRE DE DELEGUES

\* EN EXERCICE : 32

\* PRESENTS : 24

\* VOTANTS : 30

**ETAIENT PRESENTS :** MM. CARVALHO, VAN ROEKEGHEM, TASSIN, PASTOT, Mmes PIHAN GAUMET, FRETE, BALITOUT, GRANDJEAN, MONFORT, DACQUIN, MM RICARD, BONNARD, BEURDELEY, LETOFFE, BOURDON, CUELLE, PIAR, BONNETON, LEFEVRE, SELIER, DERE, Monsieur JOLY, Mmes BACONNAIS, VANPEVENAGE.

**ETAIENT REPRESENTES** Monsieur SERVAIS qui avait donné pouvoir à Monsieur LEFEVRE, Madame VANDENBROM qui avait donné pouvoir à Monsieur BEURDELEY, Madame DAUMAS qui avait donné pouvoir à Madame GRANDJEAN, Madame FONTAINE qui avait donné pouvoir à Monsieur PIAR, Monsieur POTET qui avait donné pouvoir à Madame MONFORT, Madame DRELA qui avait donné pouvoir à Monsieur RICARD

**ABSENTS :** Messieurs DROUET, IBRAN,

**ASSISTAIENT A LA SEANCE :** M. DE SMET, Directeur Général ; Mme LEOEUF, Rédacteur Principal ;

**SECRETAIRE DE SEANCE:** Mme FRETE.

Il est procédé à l'appel nominal des délégués.

Les conditions de quorum étant remplies.....

Accusé de réception en préfecture 060-246000772-20221212-12dec2022\_5-DE Reçu le 15/12/2022

**Objet :**

**Débat d'Orientation  
Budgétaire 2023**

## Communauté de Communes des Deux Vallées

### Séance du Conseil Communautaire du 12 Décembre 2022

**OBJET : Débat d'Orientation Budgétaire 2023**

2022-12-05

Monsieur le Président rappelle que préalablement à l'élaboration du budget de l'exercice, il convient que le Conseil Communautaire en fixe les orientations au cours d'un débat qui doit intervenir dans les deux mois précédant le vote du budget.

Il est présenté à titre liminaire le rapport sur la situation d'égalité homme/femme comme annexé à la présente délibération ainsi que le rapport de mutualisation.

Puis il est évoqué la situation financière de la Communauté de Communes des Deux Vallées dont les données ont été communiquées à chaque membre.

Enfin, il invite le Conseil Communautaire à s'exprimer sur les grandes lignes.

Le Conseil Communautaire,  
Entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Vu l'article 107 de la Loi NOTRe qui a modifié les articles L2312-1, L3312-1, L4312-1, L5211-36 et L5622-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs au Débat d'Orientation Budgétaire,

**PREND CONNAISSANCE** des données financières lui permettant d'appréhender la situation de la Communauté de Communes des Deux Vallées,  
Après en avoir débattu,

**N'ELEVE AUCUNE OBSERVATION** à l'encontre des orientations et propositions 2023 ci-dessus définies.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Et ont, les membres présents, signé après lecture,  
Pour copie conforme,

Le Président,



P. CARVALHO.



Accusé de réception en  
préfecture  
060-246000772-20221212-12  
dec2022\_5-DE  
Reçu le 15/12/2022



# Débat d'orientation budgétaire Rapport de rétrospective financière 2023

Communauté de Communes des 2 Vallées

SCENARIO : DOB 2023

## Sommaire

### 1 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

- 1.1 - Les masses budgétaires
- 1.2 - Soldes financiers
- 1.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
- 1.4 - Endettement

### 2 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

- 2.1 - Soldes intermédiaires de gestion
- 2.2 - Epargne brute
- 2.3 - Effet de ciseau

### 3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

- 3.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
- 3.2 - Annuités de la dette
- 3.3 - Ratio de désendettement

### 4 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 4.1 - Les recettes de fonctionnement
- 4.2 - Les dépenses de fonctionnement

### 5 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 5.1 - Les recettes d'investissement
- 5.2 - Les dépenses d'investissement

### 6 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

- 6.1 - Les dépenses prévues au PPI
- 6.2 - Les financeurs du PPI
- 6.3 - Le coût net annuel

### 7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

### 8 - LES RATIOS

# 1 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

## 1.1 - Les masses budgétaires

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement	9 162 791	8 884 996	9 020 937	9 160 027	9 234 872	9 282 893	9 314 645	9 347 037	9 704 076	9 737 767
Dépenses de fonctionnement	7 688 881	6 954 338	7 894 090	7 795 520	8 999 607	8 780 093	9 289 547	9 061 685	8 863 772	8 953 446
dont intérêts de la dette	10 851	9 012	7 130	8 041	20 388	22 099	17 743	13 436	9 410	5 272
Recettes d'investissement	299 080	200 000	346 122	285 479	1 508 731	1 919 045	2 520 581	1 649 392	16 000	16 000
dont emprunts souscrits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	759 379	1 795 023	576 966	645 148	4 705 266	6 189 566	5 103 820	2 276 270	270 478	272 706
dont capital de la dette	156 900	158 145	159 139	159 720	161 816	163 906	166 090	168 270	170 478	172 706
dont P.P.I	218 593	1 436 878	217 827	396 858	4 443 450	5 925 660	4 837 730	2 008 000	0	0

## 1.2 - Soldes financiers

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne de gestion	1 484 761	1 939 670	1 132 177	1 372 548	255 653	524 900	42 841	298 788	849 714	789 593
Epargne brute	1 473 910	1 930 658	1 125 047	1 364 507	235 265	502 801	25 098	285 352	840 304	784 321
Epargne nette	1 317 010	1 772 513	965 908	1 204 787	73 449	338 895	-140 992	117 082	669 826	611 615

## 1.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Fonds de roulement en début d'exercice	7 843 483	8 857 073	9 192 708	10 088 711	11 093 549	8 132 279	4 364 559	1 806 418	1 464 892	2 050 719
Résultat de l'exercice	1 013 611	335 635	896 003	1 004 838	-2 961 270	-3 767 720	-2 558 141	-341 526	585 826	527 615
Fonds de roulement en fin d'exercice	8 857 073	9 192 708	10 088 711	11 093 549	8 132 279	4 364 559	1 806 418	1 464 892	2 050 719	2 578 333

## 1.4 - Endettement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours au 31 décembre	1 566 054	1 409 978	1 250 268	1 090 538	928 722	764 816	598 725	430 455	259 977	598 725
Ratio de désendettement	1,1 an	0,7 an	1,1 an	0,8 an	3,9 ans	1,5 an	23,9 ans	1,5 an	0,3 an	0,8 an
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## 2 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

### 2.1 - Soldes intermédiaires de gestion

#### Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

**Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

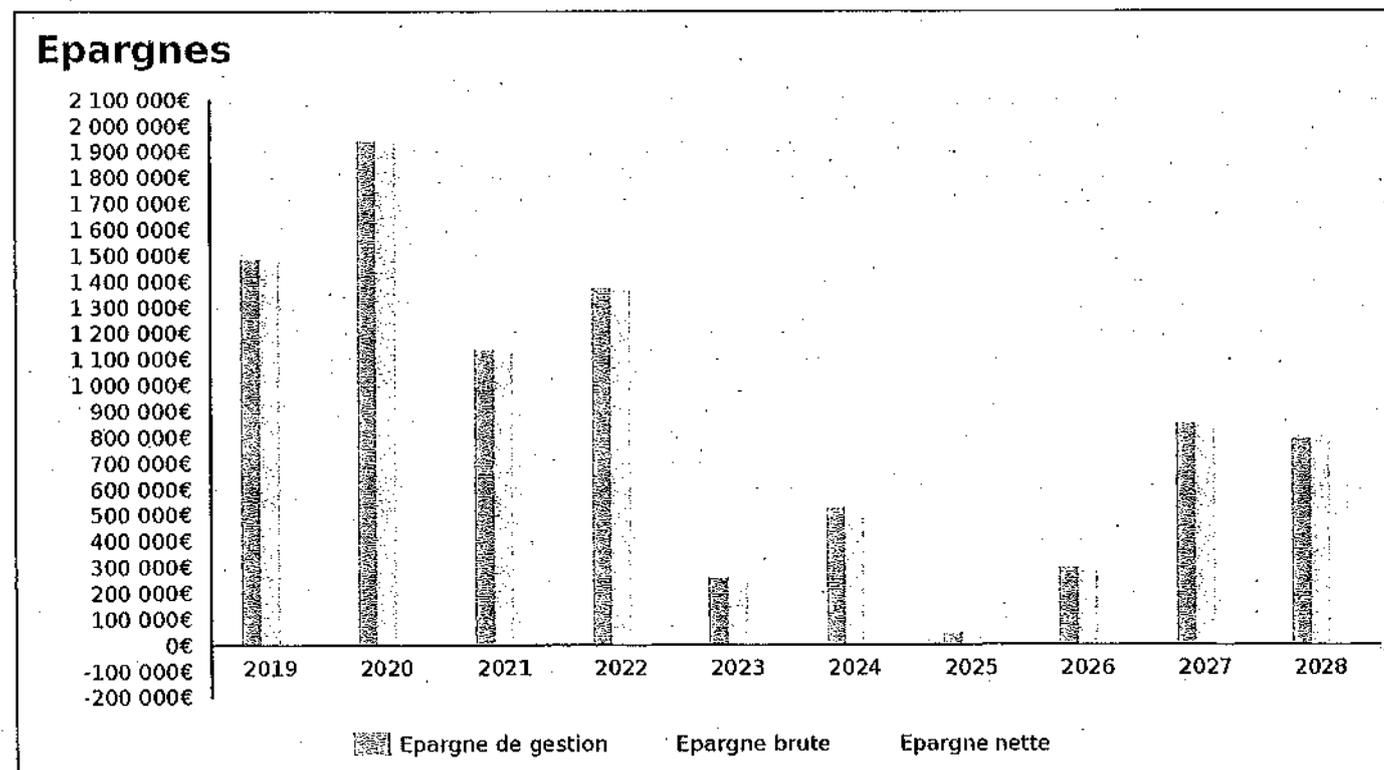
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Montants	1 484 761	1 939 670	1 132 177	1 372 548	255 653	524 900	42 841	298 788	849 714	789 593

**Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Montants	1 473 910	1 930 658	1 125 047	1 364 507	235 265	502 801	25 098	285 352	840 304	784 321

**Epargne nette** = Epargne brute ôté du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement	9 162 791	8 884 996	9 020 937	9 160 027	9 234 872	9 282 893	9 314 645	9 347 037	9 704 076	9 737 767
Epargne de gestion	1 484 761	1 939 670	1 132 177	1 372 548	255 653	524 900	42 841	298 788	849 714	789 593
Epargne brute	1 473 910	1 930 658	1 125 047	1 364 507	235 265	502 801	25 098	285 352	840 304	784 321
Taux d'épargne brute (en %)	16,09 %	21,73 %	12,47 %	14,9 %	2,55 %	5,42 %	0,27 %	3,05 %	8,66 %	8,05 %
Epargne nette	1 317 010	1 772 513	965 908	1 204 787	73 449	338 895	-140 992	117 082	669 826	611 615

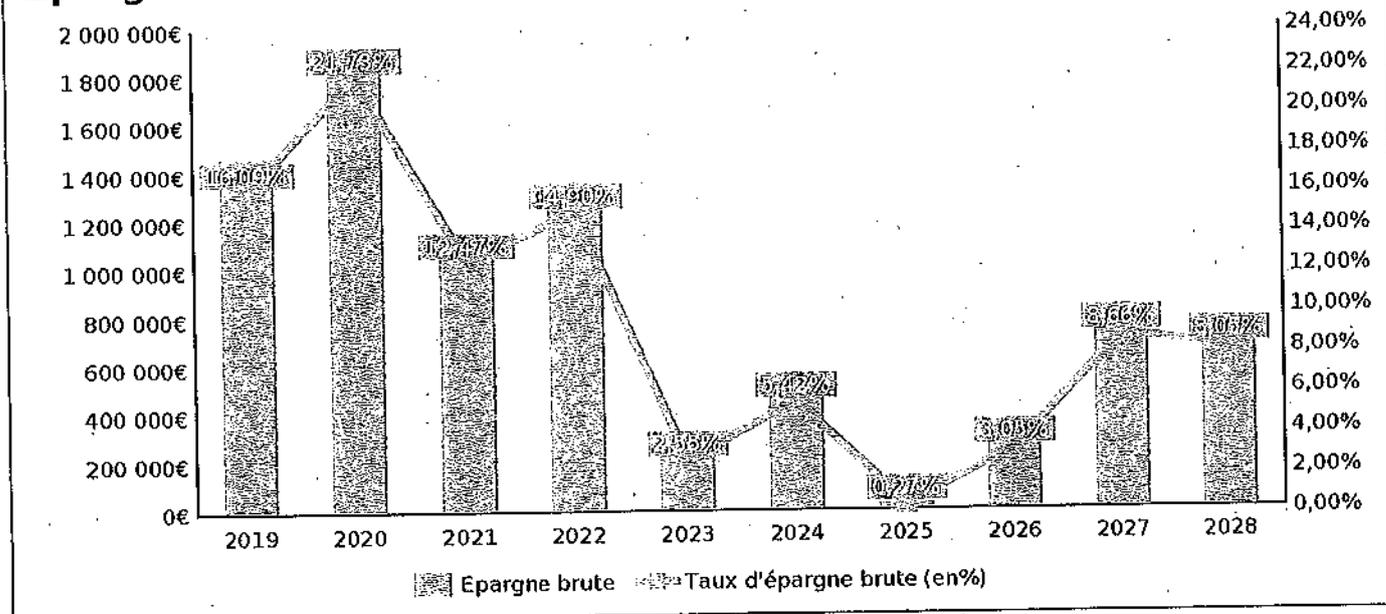


### 2.2 - Epargne brute

**Epargne brute** = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

## Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	1 473 910	1 930 658	1 125 047	1 364 507	235 265	502 801	25 098	285 352	840 304	784 321
Taux d'épargne brute (en %)	16,09 %	21,73 %	12,47 %	14,9 %	2,55 %	5,42 %	0,27 %	3,05 %	8,66 %	8,05 %

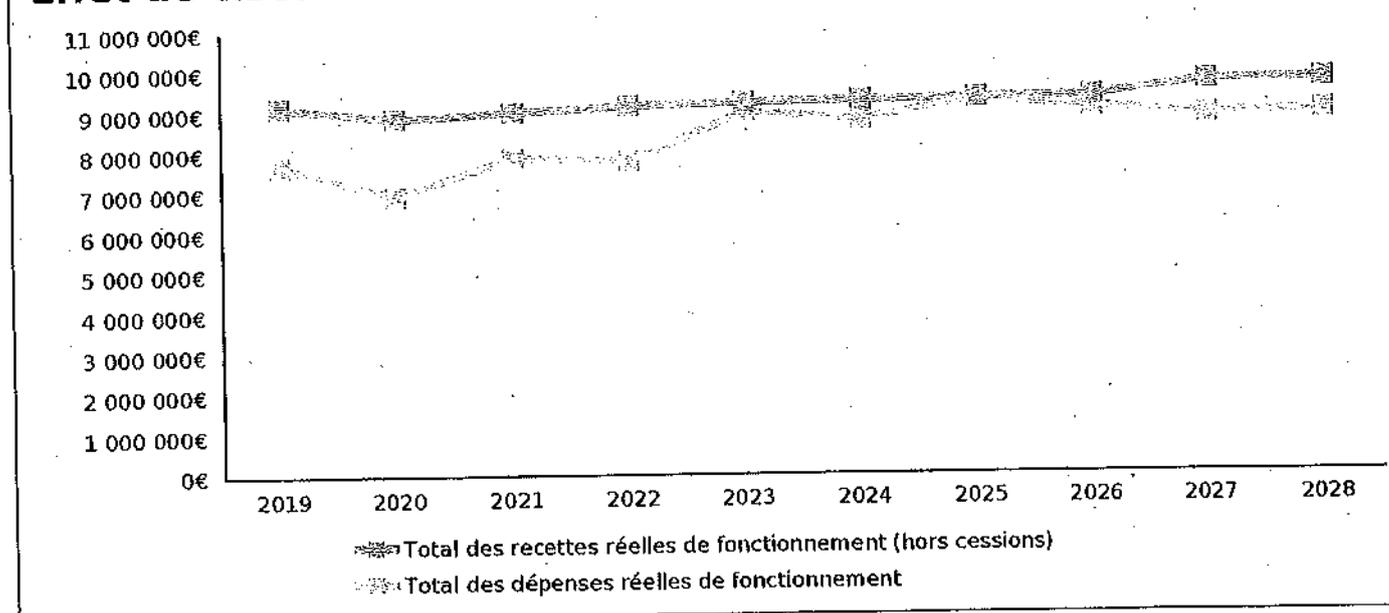
### 2.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	9 162 791	8 884 996	9 019 137	9 160 027	9 234 872	9 282 893	9 314 645	9 347 037	9 704 076	9 737 767
Evolution n-1	7,18 %	-3,03 %	1,51 %	1,56 %	0,82 %	0,52 %	0,34 %	0,35 %	3,82 %	0,35 %
Dépenses de fonctionnement	7 688 881	6 954 338	7 894 090	7 795 520	8 999 607	8 780 093	9 289 547	9 061 685	8 863 772	8 953 446
Evolution n-1	-2,6 %	-9,55 %	13,51 %	-1,25 %	15,45 %	-2,44 %	5,8 %	-2,45 %	-2,18 %	1,01 %

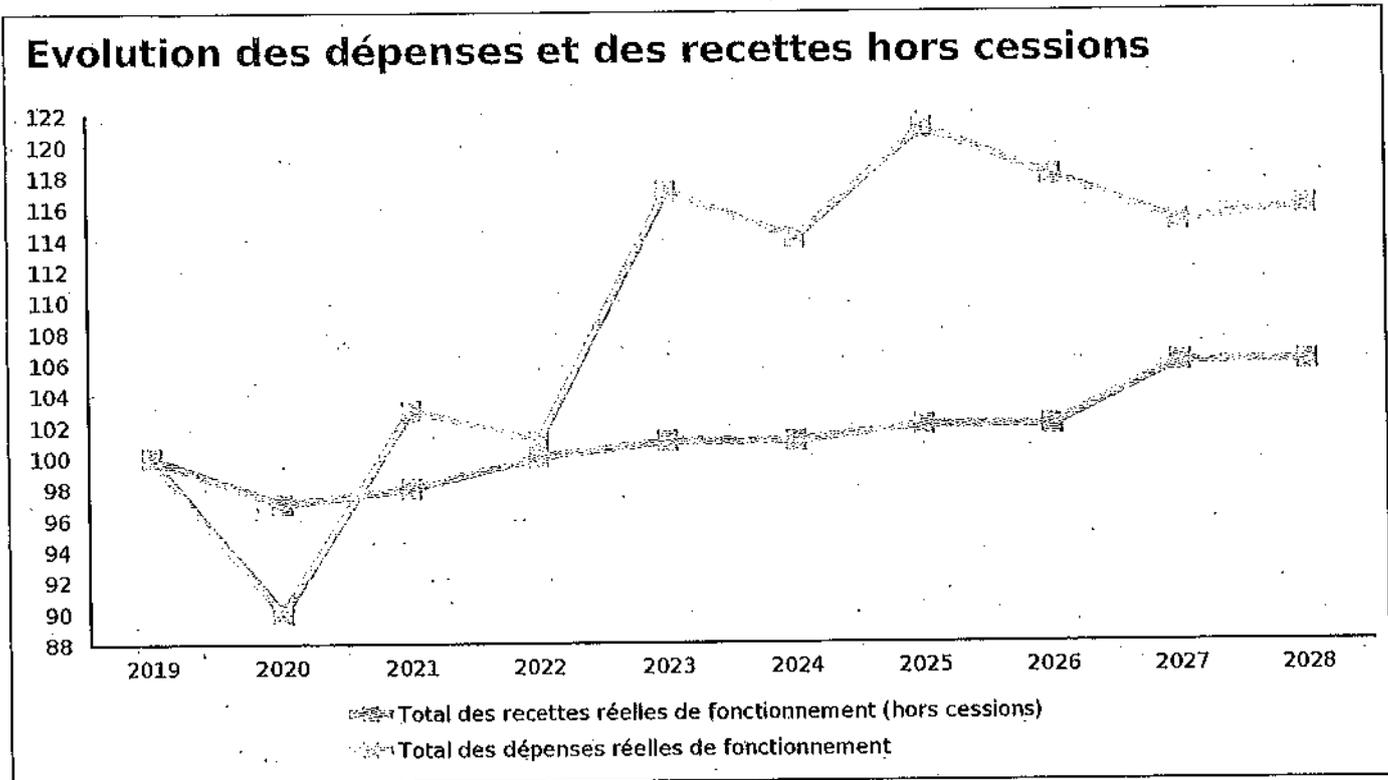
La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

### Effet de ciseau



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.



### 3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

#### 3.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

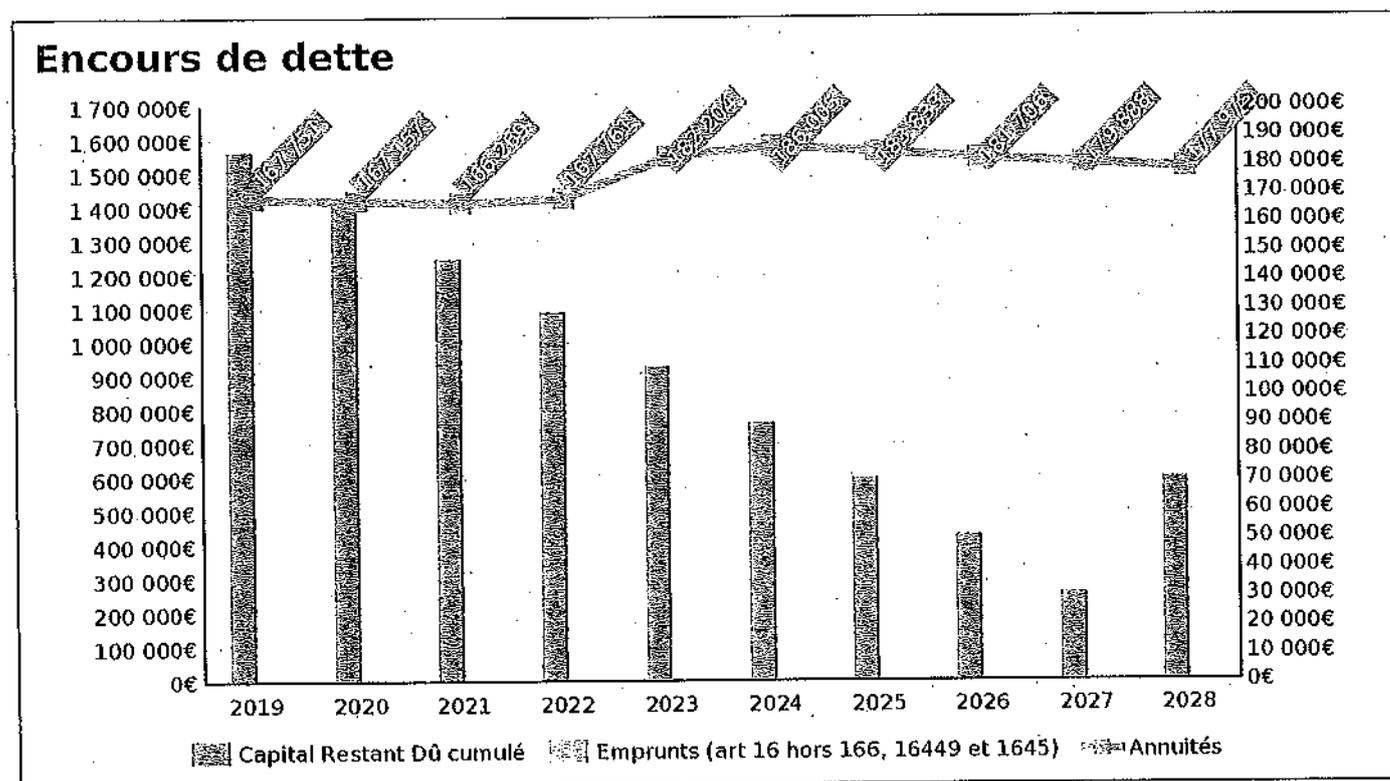
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de 1 566 054 € en 2019 à 598 725 € en 2028 (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de 167 751 € en 2019 à 177 978 € en 2028 (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2019	1 566 054	-8,79 %	0
2020	1 409 978	-9,97 %	0
2021	1 250 258	-11,33 %	0
2022	1 090 538	-12,77 %	0
2023	928 722	-14,84 %	0
2024	764 816	-17,65 %	0
2025	598 725	-21,72 %	0
2026	430 455	-28,1 %	0
2027	259 977	-39,6 %	0
2028	598 725	130,3 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-10,13 %	-61,77 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



#### 3.2 - Annuités de la dette

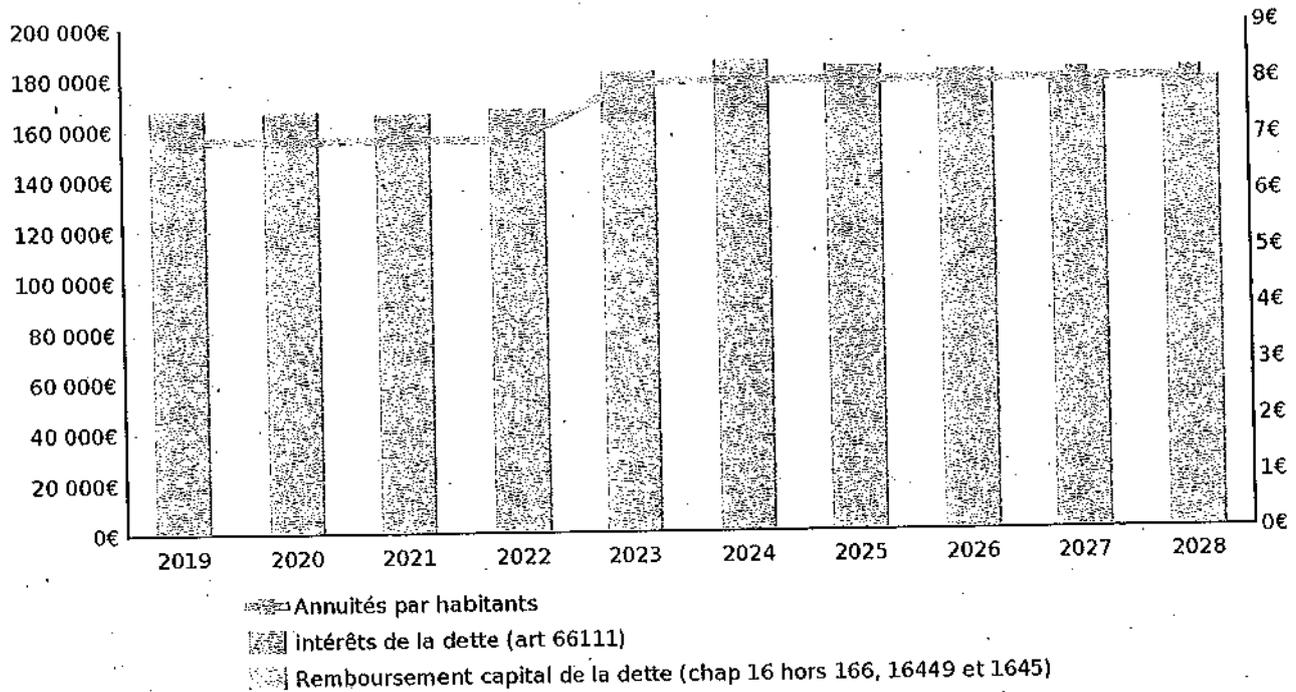
L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuités	167 751	167 157	166 269	167 761	182 204	186 005	183 833	181 706	179 888	177 978
Evolution n-1 (en %)	-0,13 %	-0,35 %	-0,53 %	0,9 %	8,61 %	2,09 %	-1,17 %	-1,16 %	-1 %	-1,06 %
Capital en euro	156 900	158 145	159 139	159 720	161 816	163 906	166 090	168 270	170 478	172 706
Intérêts en euro	10 851	9 012	7 130	8 041	20 388	22 099	17 743	13 436	9 410	5 272

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

## Remboursement



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuités	7	7	7	7	8	8	8	8	8	8
Capital	7	7	7	7	7	7	7	7	7	8
Intérêts	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0

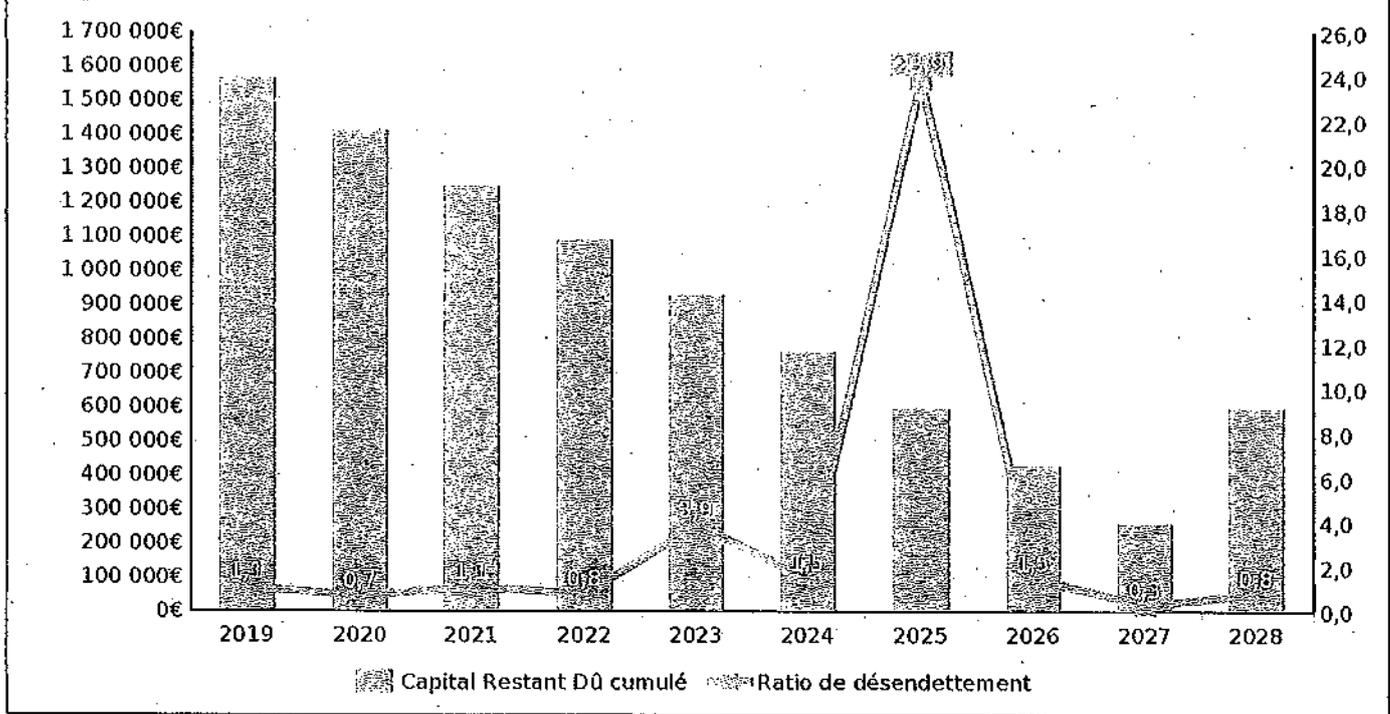
### 3.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Ratio	1,1 ans	0,7 ans	1,1 ans	0,8 ans	3,9 ans	1,5 ans	23,9 ans	1,5 ans	0,3 ans	0,8 ans

## Capacité de désendettement



### L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ( $CDD/DVM < 1$ ), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ( $CDD/DVM > 1$ ), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

## 4 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

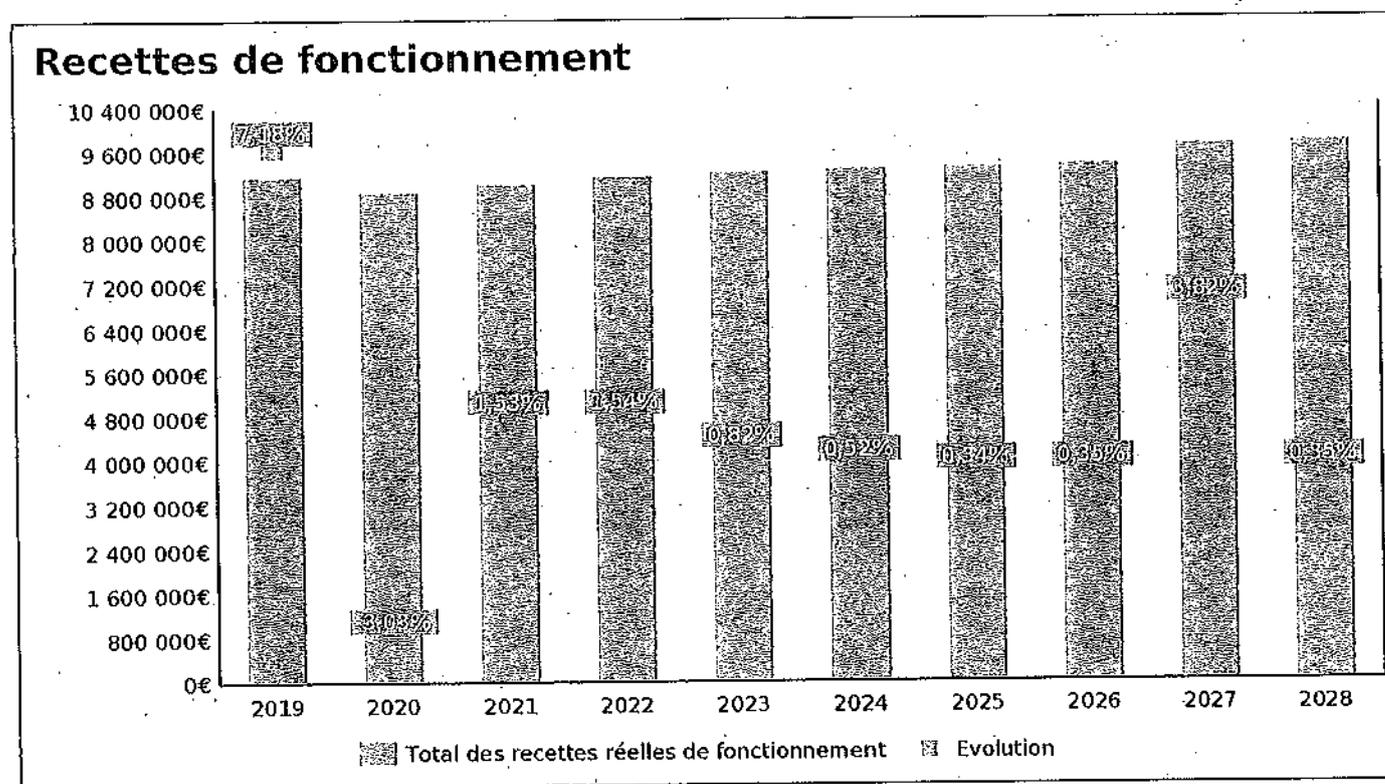
### 4.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2019	9 162 791	7,18 %	391
2020	8 884 996	-3,03 %	368
2021	9 020 937	1,53 %	394
2022	9 160 027	1,54 %	400
2023	9 234 872	0,82 %	403
2024	9 282 893	0,52 %	405
2025	9 314 645	0,34 %	407
2026	9 347 037	0,35 %	408
2027	9 704 076	3,82 %	424
2028	9 737 767	0,35 %	425

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	0,68 %	6,28 %



#### Les principales recettes de fonctionnement

**Produits de la fiscalité directe :** La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
4 933 651	4 890 950	2 485 398	2 533 711	2 600 400	2 637 053	2 674 231	2 711 943	2 750 198	2 789 001

**Produits de la fiscalité reversée :** la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1 562 420	1 505 585	1 531 458	1 394 426	1 474 553	1 531 458	1 531 458	1 531 458	1 531 458	1 531 458

**Produits de la fiscalité indirecte :** La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères....).

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
33 028	34 850	1 805 333	1 973 820	2 006 011	1 986 011	1 986 011	1 986 011	1 986 011	1 986 011

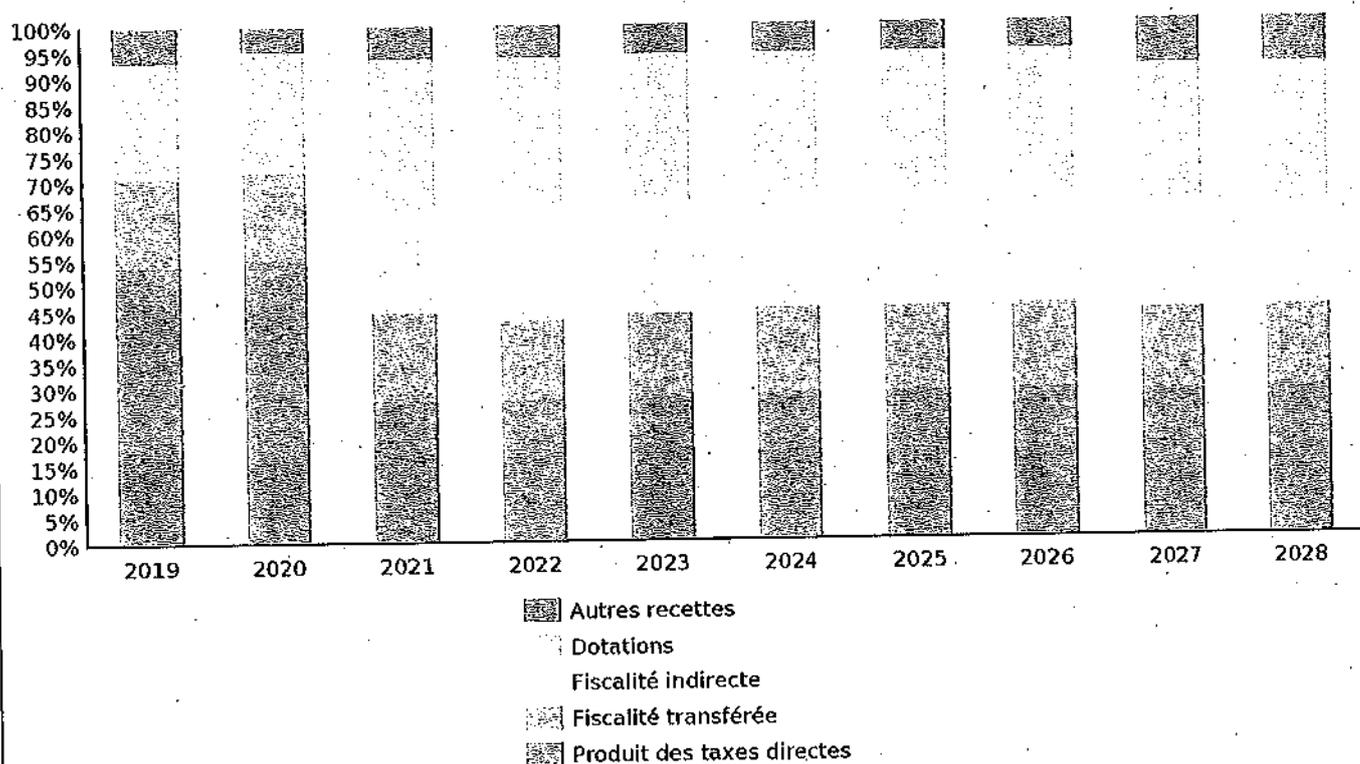
Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2 022 033	2 030 084	2 641 913	2 680 970	2 633 908	2 608 372	2 602 946	2 597 625	2 592 409	2 587 297

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
611 659	423 526	556 835	577 100	520 000	520 000	520 000	520 000	844 000	844 000

## Répartition des recettes de fonctionnement



### 4.2 - Les dépenses de fonctionnement

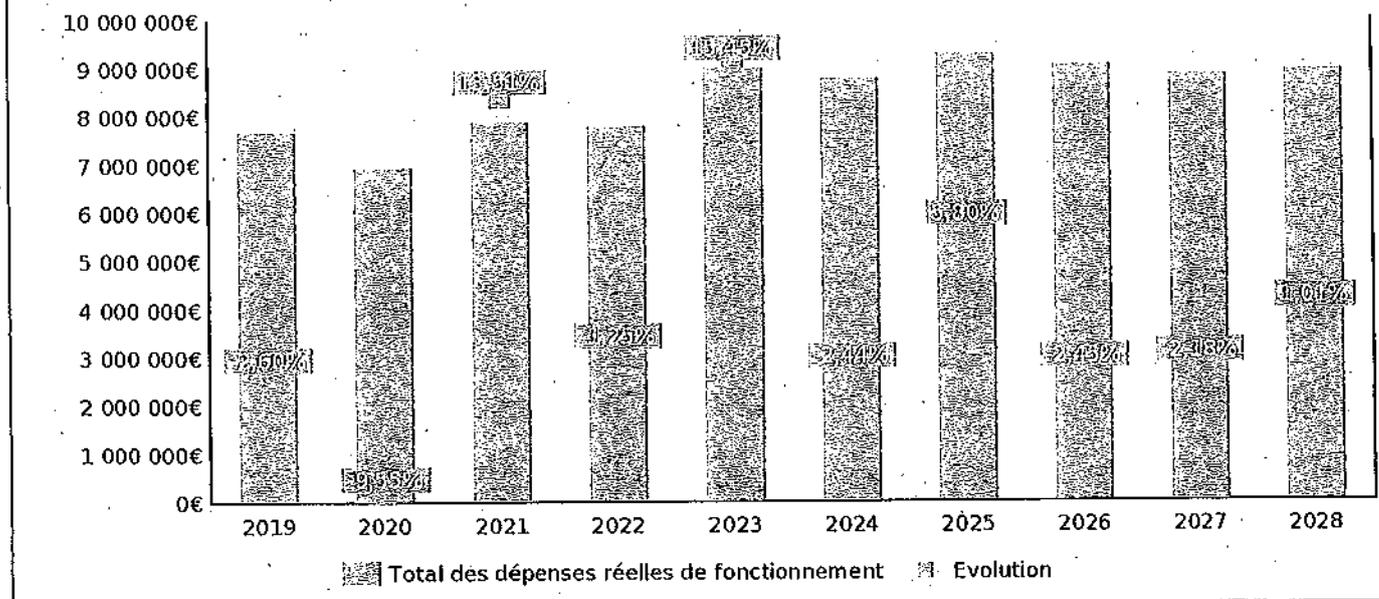
Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2019	7 688 881	-2,6 %	328
2020	6 954 338	-9,55 %	304
2021	7 894 090	13,51 %	345
2022	7 795 520	-1,25 %	340
2023	8 999 607	15,45 %	393
2024	8 780 093	-2,44 %	383
2025	9 289 547	5,8 %	406
2026	9 061 685	-2,45 %	396
2027	8 863 772	-2,18 %	387
2028	8 953 446	1,01 %	391

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	1,71 %	16,45 %

## Dépenses de fonctionnement



### Les principales dépenses de fonctionnement

**Charges de personnel :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2 013 524	1 928 739	2 061 235	2 185 000	2 193 740	2 202 515	2 211 325	2 220 170	2 229 051	2 237 967

**Charges à caractère général :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3 748 456	3 389 540	3 860 025	3 700 000	3 950 000	4 020 000	4 080 000	4 161 600	4 244 832	4 329 729

**Atténuation de produits :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
627 977	276 650	596 372	578 020	578 020	578 020	578 020	578 020	578 020	578 020

**Contingents et participations obligatoires :** Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
875 600	882 543	884 203	898 112	898 112	898 112	898 112	898 112	898 112	898 112

**Subventions :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
159 672	164 680	177 402	200 000	1 100 000	800 000	760 000	446 000	160 000	160 000

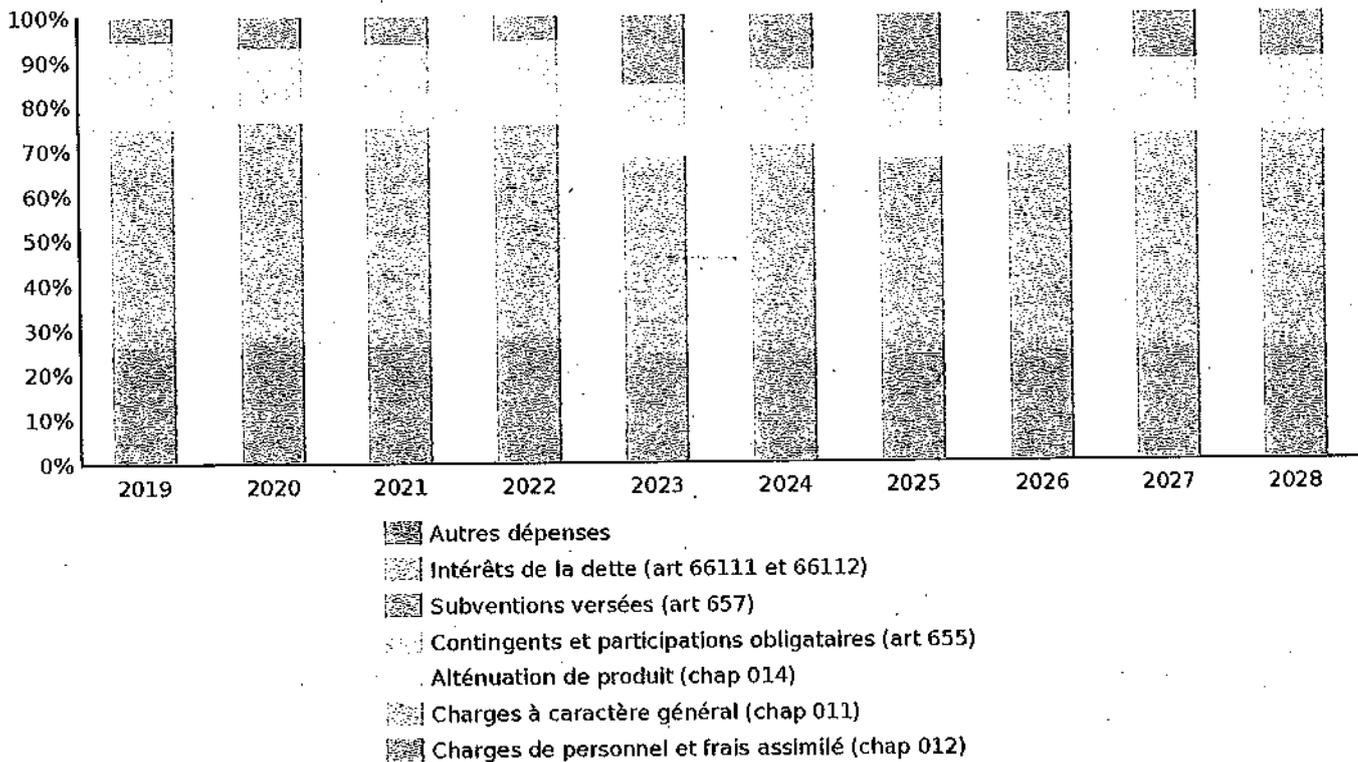
**Intérêts de la dette :** Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
10 700	8 359	7 508	7 388	19 735	21 446	17 090	12 783	8 757	4 619

**Autres dépenses :** Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
252 952	303 828	307 344	227 000	260 000	260 000	745 000	745 000	745 000	745 000

## Répartition des dépenses de fonctionnement



### Indicateur d'évolution de la ressource humaine

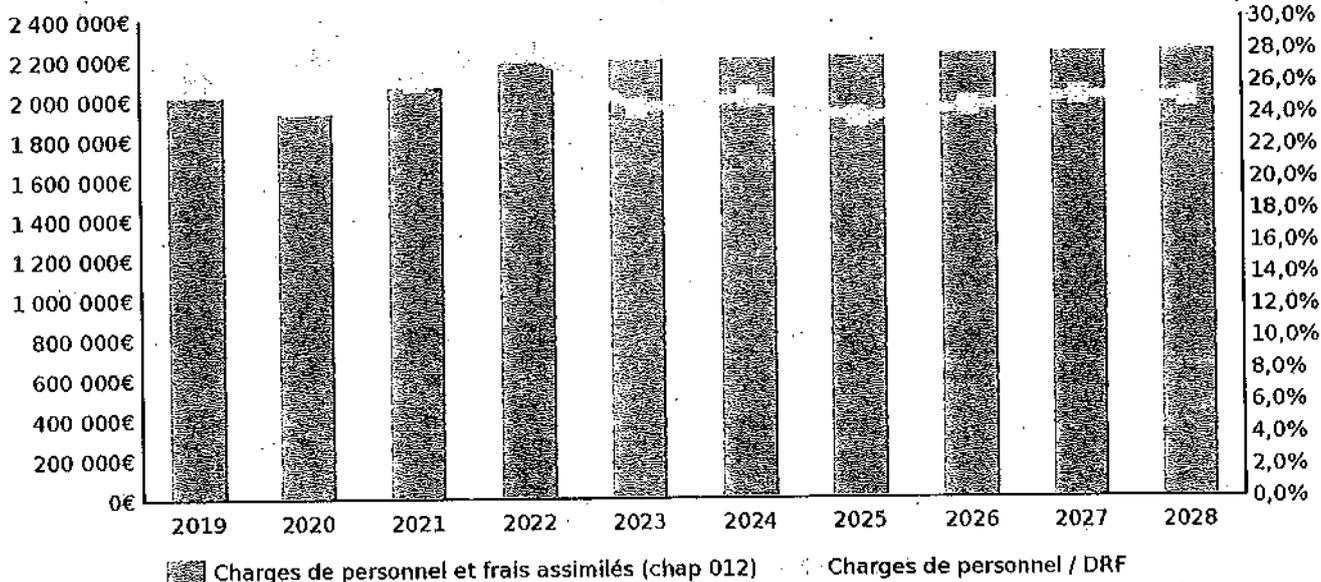
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2 013 624	1 928 739	2 061 235	2 185 000	2 193 740	2 202 515	2 211 325	2 220 170	2 229 051	2 237 967

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
26,19 %	27,73 %	26,11 %	28,03 %	24,38 %	25,09 %	23,8 %	24,5 %	25,15 %	25 %

## Charges de personnel



## 5 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### 5.1 - Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des Investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
69 080	0	76 614	264 693	726 443	972 045	793 581	329 392	16 000	16 000

**Subventions perçues** : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
0	0	14 000	20 786	543 288	947 000	1 727 000	1 320 000	0	0

**Taxe d'urbanisme** : Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe locale d'équipement, la taxe du plafond légal de densité...

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028

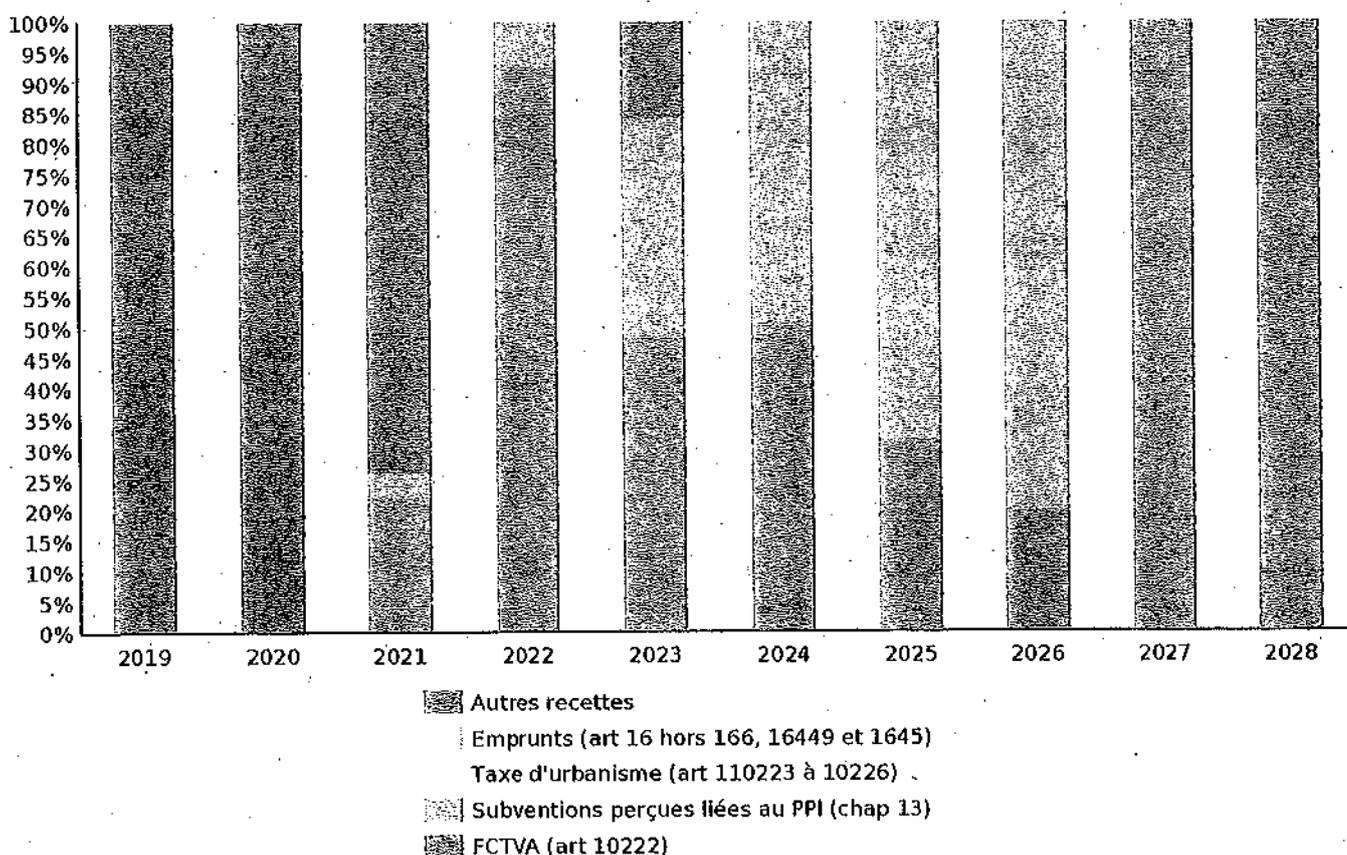
**Emprunts** : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**Recettes diverses** : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
230 000	200 000	255 508	0	239 000	0	0	0	0	0

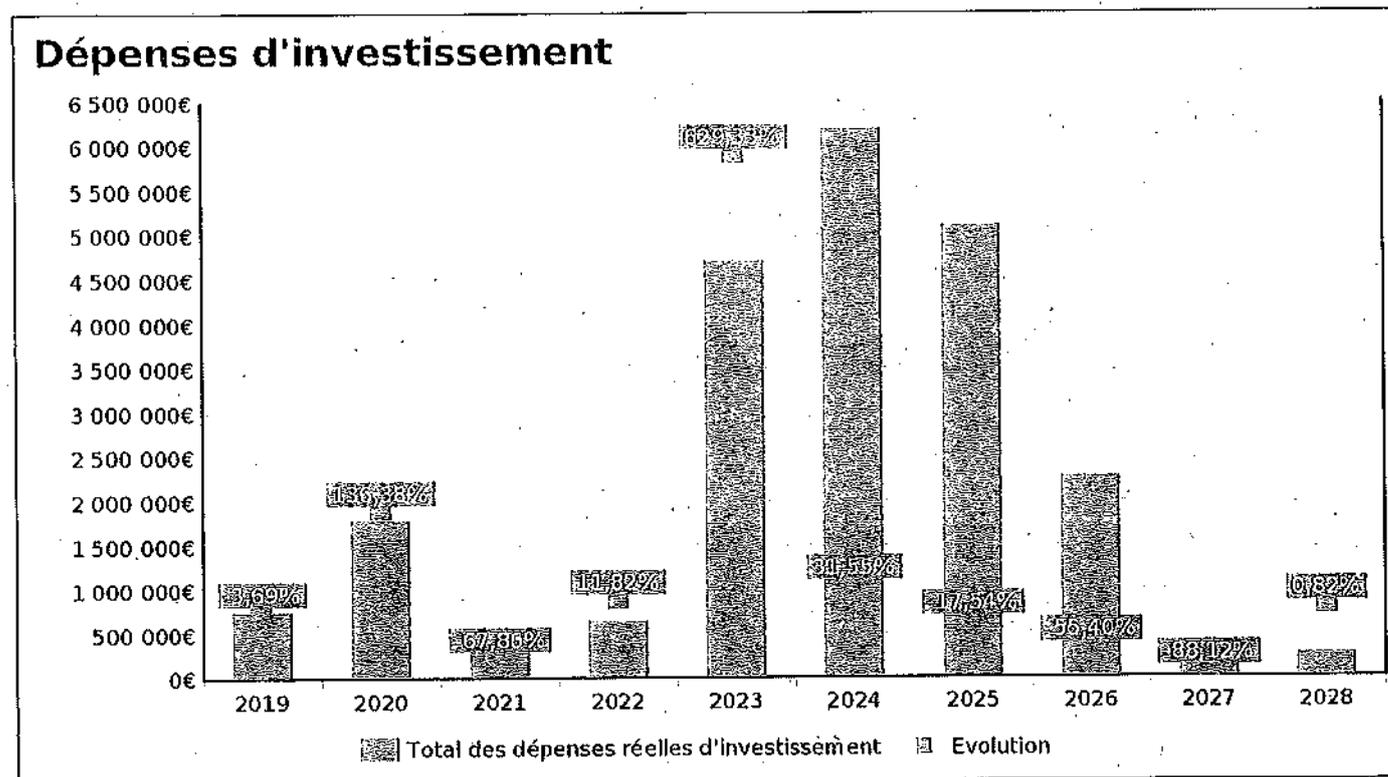
### Répartition des recettes d'investissement



## 5.2 - Les dépenses d'investissement

### Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2019	759 379	-3,69 %	32
2020	1 795 023	136,38 %	78
2021	576 966	-67,86 %	25
2022	645 148	11,82 %	28
2023	4 705 266	629,33 %	206
2024	6 189 566	31,55 %	270
2025	5 103 820	-17,54 %	223
2026	2 276 270	-55,4 %	99
2027	270 478	-88,12 %	12
2028	272 706	0,82 %	12

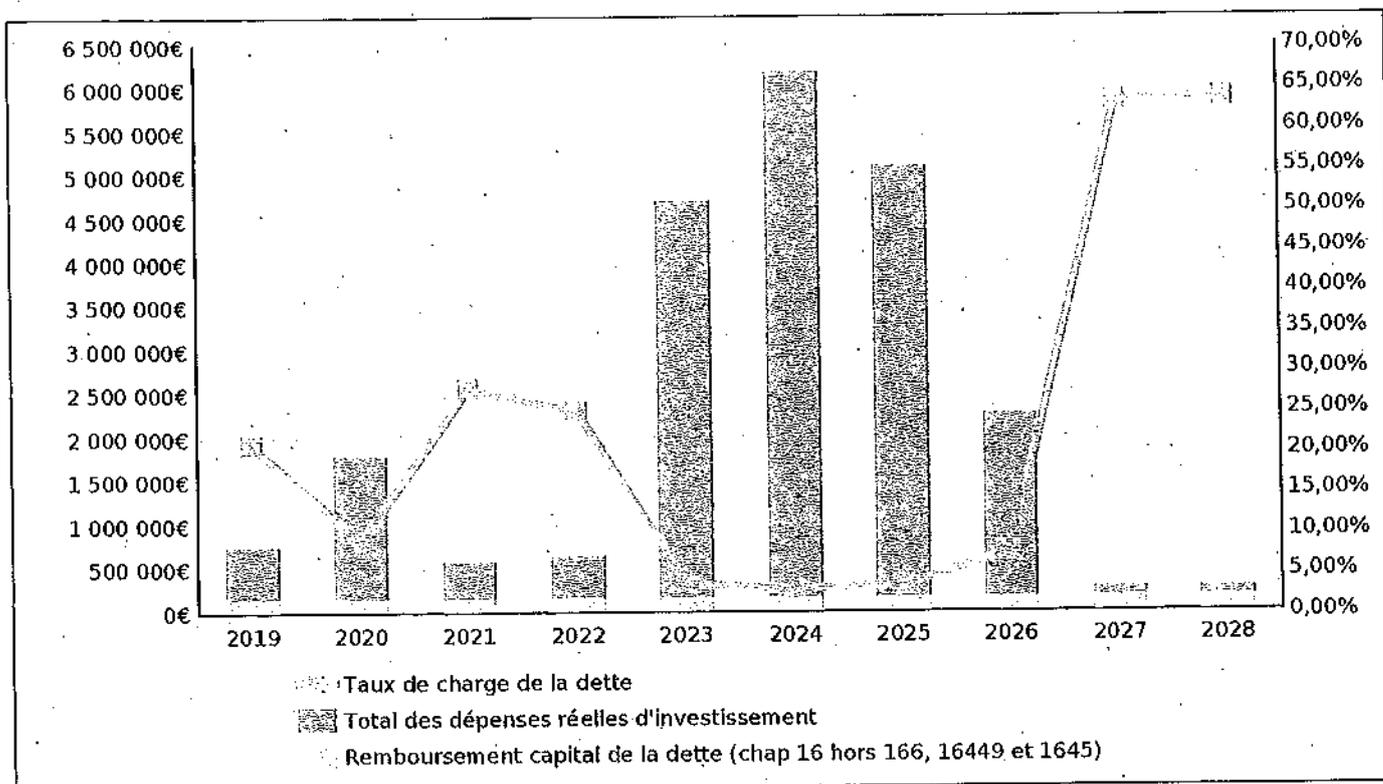


### Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retrés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2019	759 379	156 900	20,66 %
2020	1 795 023	158 145	8,81 %
2021	576 966	159 139	27,58 %
2022	645 148	159 720	24,76 %
2023	4 705 266	161 816	3,44 %
2024	6 189 566	163 906	2,65 %
2025	5 103 820	166 090	3,25 %
2026	2 276 270	168 270	7,39 %
2027	270 478	170 478	63,03 %
2028	272 706	172 706	63,33 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



## 6 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

### 6.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
CSNE projets connexes	0	0	0	0	0	208 000	208 000	208 000	0	0	624 000
Desserte Ribécourt Pimprez -	3 449	144 857	47 612	0	15 000	0	0	0	0	0	210 918
Extension musée batellerie	0	0	0	0	591 600	0	1 800 000	1 800 000	0	0	4 191 600
PISCINE	20 276	1 222 412	47 640	396 858	3 686 850	5 567 660	2 829 730	0	0	0	13 771 426
Rénovation énergétique des bâtiments	0	0	0	0	150 000	150 000	0	0	0	0	300 000
<b>Total</b>	<b>23 725</b>	<b>1 367 269</b>	<b>95 252</b>	<b>396 858</b>	<b>4 443 450</b>	<b>5 925 660</b>	<b>4 837 730</b>	<b>2 008 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 097 944</b>

### 6.2 - Les financeurs du PPI

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
ADEME	0	0	0	0	70 000	0	0	0	0	0	70 000
Agence de l'eau	0	0	0	0	122 500	0	780 000	0	0	0	902 500
D.D.R.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0	12 000	12 000	0	0	0	24 000
Département	0	0	14 000	0	72 000	435 000	435 000	0	0	0	956 000
Entreprises	0	0	0	0	172 120	0	0	0	0	0	172 120
LEADER	0	0	0	0	54 000	0	0	1 320 000	0	0	1 374 000
Région	0	0	0	20 786	52 668	500 000	500 000	0	0	0	1 073 454
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 000</b>	<b>20 786</b>	<b>543 288</b>	<b>947 000</b>	<b>1 727 000</b>	<b>1 320 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 572 074</b>

### 6.3 - Le coût net annuel

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Programmes (a)	23 725	1 367 269	95 252	396 858	4 443 450	5 925 660	4 837 730	2 008 000	0	0	19 097 944
Financeurs (b)	0	0	14 000	20 786	543 288	947 000	1 727 000	1 320 000	0	0	4 572 074
<b>Total (a-b)</b>	<b>23 725</b>	<b>1 367 269</b>	<b>81 252</b>	<b>376 072</b>	<b>3 900 162</b>	<b>4 978 660</b>	<b>3 110 730</b>	<b>688 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 525 870</b>

## 7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

### Rappel des Investissements prévus au PPI

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Programmes (a)	23 725	1 367 269	95 252	396 858	4 443 450	5 925 660	4 837 730	2 008 000	0	0	19 097 944

### L'épargne de la collectivité

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	1 473 910	1 930 658	1 125 047	1 364 507	235 265	502 801	25 098	285 352	840 304	784 321
Remboursement capital de la dette	156 900	158 145	159 139	159 720	161 816	163 906	166 090	168 270	170 478	172 706
Epargne nette	1 317 010	1 772 513	965 908	1 204 787	73 449	338 895	-140 992	117 082	669 826	611 615

### Le financement

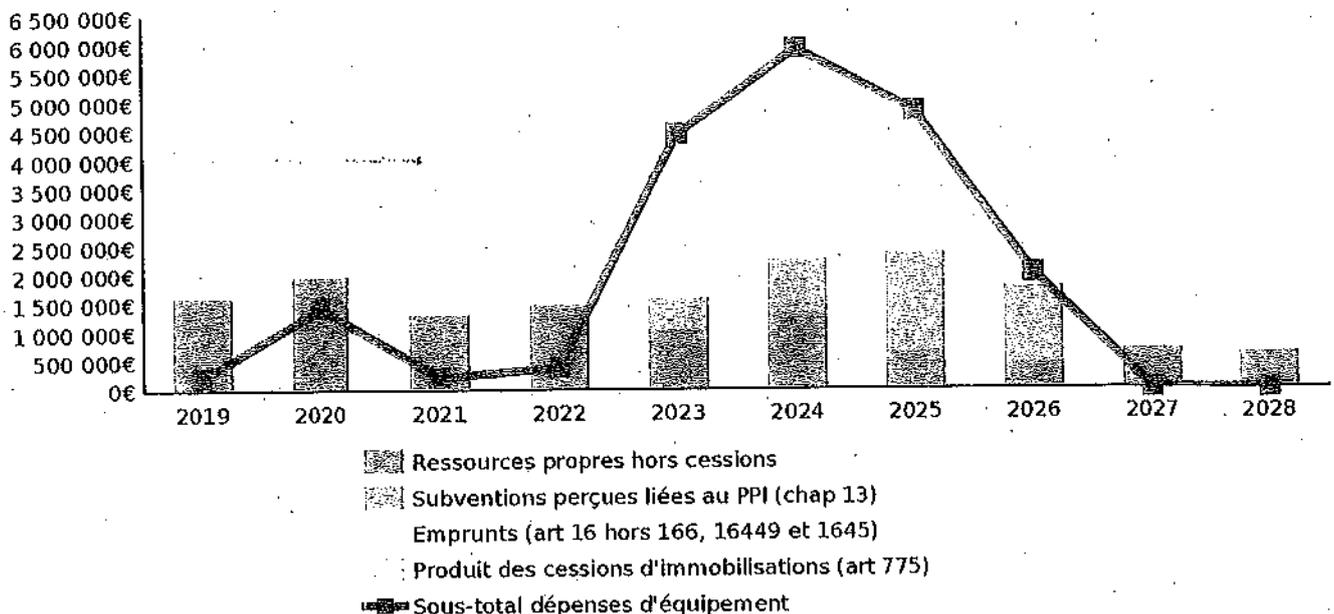
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne nette (a)	1 317 010	1 772 513	965 908	1 204 787	73 449	338 895	-140 992	117 082	669 826	611 615
FCTVA (b)	69 080	0	76 614	264 693	726 443	972 045	793 581	329 392	16 000	16 000
Autres recettes (c)	230 000	200 000	255 508	0	239 000	0	0	0	0	0
Produit de cessions (d)	0	0	1 800	0	0	0	0	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	1 616 090	1 972 513	1 299 830	1 469 480	1 038 892	1 310 940	652 589	446 474	685 826	627 615
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	0	0	14 000	20 786	543 288	947 000	1 727 000	1 320 000	0	0
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement total h = (e+f+g)	1 616 090	1 972 513	1 313 830	1 490 266	1 582 180	2 257 940	2 379 589	1 766 474	685 826	627 615

Résultat de l'exercice	1 013 611	335 635	896 003	1 004 838	-2 961 270	-3 767 720	-2 558 141	-341 526	585 826	527 615
------------------------	-----------	---------	---------	-----------	------------	------------	------------	----------	---------	---------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

### Répartition du financement de l'investissement



## 8 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Ratio 1	328	304	345	340	393	383	406	396	387	391
Ratio 2	214	214	109	111	114	115	117	118	120	122
Ratio 3	391	388	394	400	403	405	407	408	424	425
Ratio 4	16	63	10	17	194	259	211	88	0	0
Ratio 5	67	62	55	48	41	33	26	19	11	26
Ratio 6	19	19	20	20	20	19	19	19	19	19
Ratio 7	26,19 %	27,73 %	26,11 %	28,03 %	24,38 %	25,09 %	23,8 %	24,5 %	25,15 %	25 %
Ratio 9	85,63 %	80,05 %	89,27 %	86,85 %	99,2 %	96,35 %	101,51 %	98,75 %	93,1 %	93,72 %
Ratio 10	4,07 %	16,17 %	2,41 %	4,33 %	48,12 %	63,83 %	51,94 %	21,48 %	0 %	0 %
Ratio 11	17,03 %	15,85 %	13,87 %	11,91 %	10,06 %	8,24 %	6,43 %	4,61 %	2,68 %	0,9 %

**Ratio 1**= Dépenses réelles de fonctionnement / population

**Ratio 2**= Produit des impositions directes / population

**Ratio 3**= Recettes réelles de fonctionnement / population

**Ratio 4**= Dépenses d'équipement brut / population

**Ratio 5**= Encours de la dette / population

**Ratio 6**= Dotation globale de fonctionnement / population

**Ratio 7**= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

**Ratio 9**= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 10**= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 11**= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

# Débat d'orientation budgétaire 2023



**Deux Vallées 2030**  
6 ambitions > 28 objectifs – Réussir Ensemble

- Le projet de Loi de Finances 2023
- Projet de DOB CC2V 2023

## • Le contexte national

Le projet de loi définit la trajectoire globale des dépenses des finances publiques en conformité avec le traité de stabilité envoyé à la Commission européenne:

- ➔ les administrations publiques: - 0,4 % du PIB
- ➔ Taux d'inflation :    5,3 % en 2022  
                              4,3 % en 2023  
                              2 % en 2025
- ➔ Taux de croissance: 2,7 % en 2022  
                              1 % en 2023



3

## ■ Disparition de la CVAE en 2 temps:

- 2023 : la cotisation due par les entreprises sera diminuée de moitié
- 2024 : la cotisation due par les entreprises sera totalement supprimée

La mesure veut alléger les impôts de production qui pèsent sur les entreprises en France.



4

### Disparition de la CVAE en 2023 pour les collectivités:

La compensation pour les collectivités sera égale à la moyenne des recettes de CVAE des 4 dernières années et suivrait la dynamique de la TVA.

Elle serait indexée sur les bases de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - partie variable chaque année.

La compensation dynamique sera calculée à l'euro près pour les collectivités. Elle sera induite dans la fraction de TVA

**Problème:** - ressources figées

- les bases de CFE varient d'un territoire à l'autre.



### Le filet de sécurité version 2023 : 1,5 Md €

Il permettrait à environ 30 000 communes de bénéficier de tarifs bloqués comme les individus particuliers (prix bloqué à 4% en 2022 et hausse limitée à 15 % en 2023).

3 critères : - Baisse de l'Épargne Brute de 25 % en 2023

- Augmentation dépenses énergétiques > 60 % à l'augmentation des RRF en 2023

- Le potentiel financier de la collectivité doit être inférieur au double de la moyenne de sa strate

- l'acompte versé figurera dans le comptes 2022 mais fera l'objet d'un retraitement afin de ne pas fausser le calcul de variance de l'épargne brute

- **115 communes concernées dans l'Oise**



## La transition écologique:

Un « fonds vert » doté de 1,5 Md € sera dédié aux collectivités.

Ce fonds vise à soutenir :

- la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets)
- l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation )
- l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission..)



7

Le fonds vert sera délégué aux préfets.

## **Problème :**

Les collectivités doivent investir. L'Épargne brute conditionne la capacité d'investissement.

Les collectivités sont tenues d'assumer une part minimale de leurs investissements (20 % au minimum)

## **Effets:**

Les dotations à l'investissement ne sont utilisables que si la collectivité parvient à minima à préserver ses ressources propres au remboursement de l'annuité en capital de la dette.

## **Conséquences:**

Le fonds vert ne sera utilisé qu'en rapport à la Capacité d'Autofinancement des collectivités. D'où un besoin de valorisation de la DGF pour augmenter l'Épargne Brute)



8

## La Dotation Globale de Fonctionnement:

Stabilité du montant de DGF au niveau du bloc communal et départemental (27 Mds € dont 18 Mds € pour le bloc local)

### Problème :

- la péréquation se fait par un écrêtement de la DGF forfaitaire (variation suivant la population) d'où une variation +/- d'une collectivité à l'autre:

- **pas d'indexation de la DGF sur l'inflation.**

- le redéploiement au sein de la DGF se poursuit via la recentralisation du RSA aux départements (mise en place 2022)

A NOTER : Le critère de longueur de voirie sera substitué à un critère de « *densité de population* »



## Le pacte de confiance:

C'est une modération de la progression des dépenses de fonctionnement à hauteur de l'inflation – 0,5% sur 5 ans pour les collectivités ayant un budget > 40 M€ soit une hausse de 3,8 %

### Problème :

- Il pourrait y avoir un transfert de dépenses sur les budgets des plus petites collectivités.

- Imposé dès 2023 alors que certains budgets de collectivités sont déjà élaborés



## ■ Valeurs locatives

Report de 2 ans le calendrier de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation.

RAPPEL : La fiscalité locale est progressivement transformée en fiscalité nationale via des partages d'impôts (fraction de TVA)

## ■ Variation de la fraction de TVA:

Mars 2022 : hausse des recettes de TVA prévue à 2,89 %

Septembre 2022 : hausse évaluée à 9,6 %

D'où un reversement aux collectivités (2,5 Mds € pour les collectivités dont 500 Ms€ aux EPCI – CC2V : + 119 386 €)



## ■ Fonds Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales - FPIC:

Mesures pour les EPCI percevant le FPIC à compter de 2022

Création d'une garantie pérenne de sortie établie sur 4 années (90 %, 70 %, 50 % puis 25% du reversement perçu l'année précédant la perte d'éligibilité)





# Eléments financiers CC2V DOB 2023

## Les ressources de la CC2V

	2019	2020	Réforme suite suppression TH	2021	2022	2023
Population	23 515	23 656		23 485	23 485	23 485
<b>Dotations</b>						
Dotation Globale de Fonctionnement	434 043	441 422	DGF	449 606	458 082	494 300
Dotation d'intercommunalité	130 185	143 119	Dotation d'intercommunalité	157 178	172 069	213 500
Dotation compensation groupement communes	303 858	298 303	Dotation compensation groupement communes	292 428	286 013	280 800
<b>DGF par habitant</b>	<b>18,46 €</b>	<b>18,66 €</b>		<b>19,14 €</b>	<b>19,51 €</b>	<b>21,05 €</b>
<b>Les contributions directes (A)</b>	<b>5 421 510</b>	<b>5 321 991</b>	<b>Ressources fiscales dépendant des trois votes par la CC2V</b>	<b>2 433 334</b>	<b>2 533 711</b>	<b>2 559 047</b>
Taxe d'habitation	1 750 372	1 757 195	Taxe foncière bâtie	1 894 030	1 972 630	1 992 350
Taxe foncière bâtie	2 183 900	2 224 355	Taxe foncière non bâtie	84 768	91 095	95 945
Taxe foncière non bâtie	87 557	80 033	CFE	451 334	460 086	470 746
	<b>4 021 829</b>	<b>4 070 483</b>		<b>2 433 334</b>	<b>2 533 711</b>	<b>2 559 047</b>
<b>CD par habitant</b>	<b>171,03 €</b>	<b>172,07 €</b>	<b>CD par habitant</b>	<b>103,61 €</b>	<b>107,89 €</b>	<b>108,97 €</b>
C.F.E	911 822	870 176				
C.V.A.E.	487 867	431 032				
<b>Garantie de ressources (B)</b>	<b>1 634 870</b>	<b>1 632 441</b>	<b>Garantie de ressources</b>	<b>1 632 441</b>	<b>1 632 441</b>	<b>1 632 441</b>
D.C.R.T.P.	560 317	557 888	D.C.R.T.P.	557 888	557 888	537 988
F.N.O.I.R.	1 074 553	1 074 553	F.N.O.I.R.	1 074 553	1 074 553	1 074 553
<b>Recettes directes locales (A+B)</b>	<b>7 056 388</b>	<b>6 954 432</b>		<b>4 065 775</b>	<b>4 166 152</b>	<b>4 191 488</b>
<b>Allocations compensatrices</b>	<b>86 214</b>	<b>89 137</b>	<b>Ressources indépendantes des trois votes de la CC2V</b>	<b>2 400 091</b>	<b>2 592 438</b>	<b>2 850 500</b>
Taxe d'habitation	50 583	53 697	Loi de finance 2021 111	33 524	45 371	33 500
Taxe foncière	8 716	7 185	Alloc comp IV	267 000	373 406	250 000
FDTP	20 026	20 961	FDTP	283 282	206 470	280 000
CFE	6 889	7 294	Alloc comp CPE	1 783 115	1 955 820	1 800 000
Dotation unique spécifique			Fraction de TVA - part TH	456 005	310 873	370 000
			CVAE	118 930	80 560	95 000
			Compensation pertes bases CEI			
<b>Potentiel fiscal</b>	<b>7 142 602</b>	<b>7 043 569</b>		<b>7 025 866</b>	<b>7 158 590</b>	<b>7 041 988</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>7 576 645</b>	<b>7 484 991</b>		<b>7 475 472</b>	<b>7 616 672</b>	<b>7 536 288</b>
FPIC	282 786	276 650	FPIC	251 181	232 829	210 000
<b>Total des ressources après prélèvement</b>	<b>7 293 859</b>	<b>7 208 341</b>		<b>7 224 291</b>	<b>7 383 843</b>	<b>7 326 288</b>



13



# Eléments financiers CC2V DOB 2023

## Le Plan Pluriannuel d'Investissement

### Le parc d'activités des deux vallées

2023 : acquisitions foncières et AMO	928 K €
2024 : travaux (subventions déduites)	640 K €
2025 : travaux (subventions déduites)	600 K €
2026 : travaux (subventions déduites)	286 K €
<b>2027 : Vente des terrains (recettes X 5 ans)</b>	<b>324 K €</b>

### La piscine

2023 : AMO + MO + travaux + divers (subv déduites)	2 778 K €
2024 : AMO + MO + travaux + divers (subv déduites)	3 443 K €
2025 : AMO + MO + travaux + divers (subv déduites)	1 161 K €



14

### Le Plan Pluriannuel d'Investissement

- ☀ **L'extension de la cité des bateliers – création d'un parking avec bloc sanitaire et aire de retournement pour les cars**

2023 : Travaux + MOE + étude géotechnique	493 K €
Subvention département	72 K €
Subvention leader blocs sanitaires	22 K €
Subvention agence de l'eau	100 K €
Subvention DETR	144 k €
2025 - 2026 : travaux	3 600 K €
Subventions FEDER:	44 %
Subvention ACTES:	26 %
Participation CC2V:	30 %



### Le Plan Pluriannuel d'Investissement

- ☀ **Desserte de Ribécourt Pimprez**

2023 : Solde mission SPS et SAO 15 K €

- ☀ **Rénovation énergétique des bâtiments**

2023 : Travaux 150 K €

2024 : Travaux 150 K €



# Eléments financiers CC2V DOB 2023

- Les dépenses prévues au PPI

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
CSNE projets connexes	0	0	0	0	0	208 000	208 000	208 000	0	0	624 000
Desserte Ribécourt Pimprez	3 449	144 857	47 612	0	15 000	0	0	0	0	0	210 918
Extension musée batellerie	0	0	0	0	591 600	0	1 800 000	1 800 000	0	0	4 191 600
PISCINE	20 276	1 222 412	47 640	396 858	3 686 850	5 567 660	2 829 730	0	0	0	13 771 426
Rénovation énergétique des bâtiments	0	0	0	0	150 000	150 000	0	0	0	0	300 000
<b>Total</b>	<b>23 725</b>	<b>1 367 269</b>	<b>95 252</b>	<b>396 858</b>	<b>4 443 450</b>	<b>5 925 660</b>	<b>4 837 730</b>	<b>2 008 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 097 944</b>

- Les financeurs du PPI

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
ADEME	0	0	0	0	70 000	0	0	0	0	0	70 000
Agence de l'eau	0	0	0	0	122 500	0	780 000	0	0	0	902 500
D.D.R.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0	12 000	12 000	0	0	0	24 000
Département	0	0	14 000	0	72 000	435 000	435 000	0	0	0	956 000
Entreprises	0	0	0	0	172 120	0	0	0	0	0	172 120
LEADER	0	0	0	0	64 000	0	0	1 320 000	0	0	1 374 000
Région	0	0	0	20 786	62 666	500 000	500 000	0	0	0	1 073 454
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 000</b>	<b>20 786</b>	<b>643 286</b>	<b>947 000</b>	<b>1 727 000</b>	<b>1 320 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 572 074</b>

- Le coût net annuel

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Programmes (a)	23 725	1 367 269	95 252	396 858	4 443 450	5 925 660	4 837 730	2 008 000	0	0	19 097 944
Financeurs (b)	0	0	14 000	20 786	643 286	947 000	1 727 000	1 320 000	0	0	4 572 074
<b>Total (a-b)</b>	<b>23 725</b>	<b>1 367 269</b>	<b>81 252</b>	<b>376 072</b>	<b>3 900 164</b>	<b>4 978 660</b>	<b>3 110 730</b>	<b>688 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 525 870</b>



# Eléments financiers CC2V DOB 2023

- Les masses budgétaires

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement	9 162 791	8 884 996	9 020 937	9 160 027	9 234 872	9 282 893	9 314 645	9 347 037	9 704 076	9 737 767
Dépenses de fonctionnement	7 688 881	6 954 338	7 894 090	7 795 520	8 999 607	8 780 093	9 289 547	9 061 685	8 863 772	8 953 446
dont intérêts de la dette	10 851	9 012	7 130	8 041	20 388	22 099	17 743	13 436	9 410	5 272
Recettes d'investissement	299 080	200 000	346 122	285 479	1 508 731	1 919 045	2 520 581	1 649 392	16 000	16 000
dont emprunts souscrits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	759 379	1 795 023	576 966	645 148	4 705 266	6 189 566	5 103 820	2 276 270	270 478	272 706
dont capital de la dette	156 900	158 145	159 139	159 720	161 816	163 906	166 090	168 270	170 478	172 706
dont P.P.I	218 693	1 436 878	217 827	396 858	4 443 450	5 925 660	4 837 730	2 008 000	0	0



# Eléments financiers CC2V DOB 2023

## Les dépenses de fonctionnement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Evolution moyenne
Charges à caractère général (chap 011)	3 700 000	3 950 000	4 020 000	4 080 000	4 161 600	4 244 832	4 329 729	1,61%
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	2 185 000	2 193 740	2 202 515	2 211 325	2 220 170	2 229 051	2 237 967	1,18%
Atténuation de produit (chap 014)	578 020	578 020	578 020	578 020	578 020	578 020	578 020	-0,92%
Autres charges de gestion courante (chap 65)	1 324 112	2 257 112	1 957 112	1 917 112	1 603 112	1 317 112	1 317 112	0,99%
Intérêts de la dette (art 66111)	8 041	20 388	22 099	17 743	13 436	9 410	5 272	-7,71%
Autres dépenses de fonctionnement	347	347	347	485 347	485 347	485 347	485 347	21,71%
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>7 795 520</b>	<b>8 999 607</b>	<b>8 780 093</b>	<b>9 289 547</b>	<b>9 061 685</b>	<b>8 863 772</b>	<b>8 953 446</b>	<b>1,71%</b>

Hausse TGAP 2021 à 2025 : + 440 000 €

Travaux ZAC : 2 454 000 € sur 4 ans

Charges induites de la piscine



19

# Eléments financiers CC2V DOB 2023

## Les recettes de fonctionnement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Evolution moyenne
Produit des contributions directes	2 533 711	2 600 400	2 637 053	2 674 231	2 711 943	2 750 198	2 789 001	-6,15%
Fiscalité transférée	1 394 426	1 474 553	1 531 458	1 531 458	1 531 458	1 531 458	1 531 458	-0,22%
Fiscalité indirecte	1 973 820	2 006 011	1 986 011	1 986 011	1 986 011	1 986 011	1 986 011	57,64%
Dotations	2 680 970	2 633 908	2 608 372	2 602 945	2 597 625	2 592 409	2 587 297	2,78%
Autres recettes d'exploitation	577 100	520 000	520 000	520 000	520 000	844 000	844 000	3,72%
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>9 160 027</b>	<b>9 234 872</b>	<b>9 282 893</b>	<b>9 314 645</b>	<b>9 347 037</b>	<b>9 704 076</b>	<b>9 737 767</b>	<b>0,68%</b>

Vente terrains ZAC : 324 000 €/an sur 5 ans



20

## • Soldes financiers

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne de gestion	1 484 761	1 939 670	1 132 177	1 372 548	255 653	524 900	42 841	298 788	849 714	789 593
Epargne brute	1 473 910	1 930 658	1 125 047	1 364 507	235 265	502 801	25 098	285 352	840 304	784 321
Epargne nette	1 317 010	1 772 513	965 908	1 204 787	73 449	338 895	-140 992	117 082	689 828	611 615

## • Fonds de roulement et résultat prévisionnel

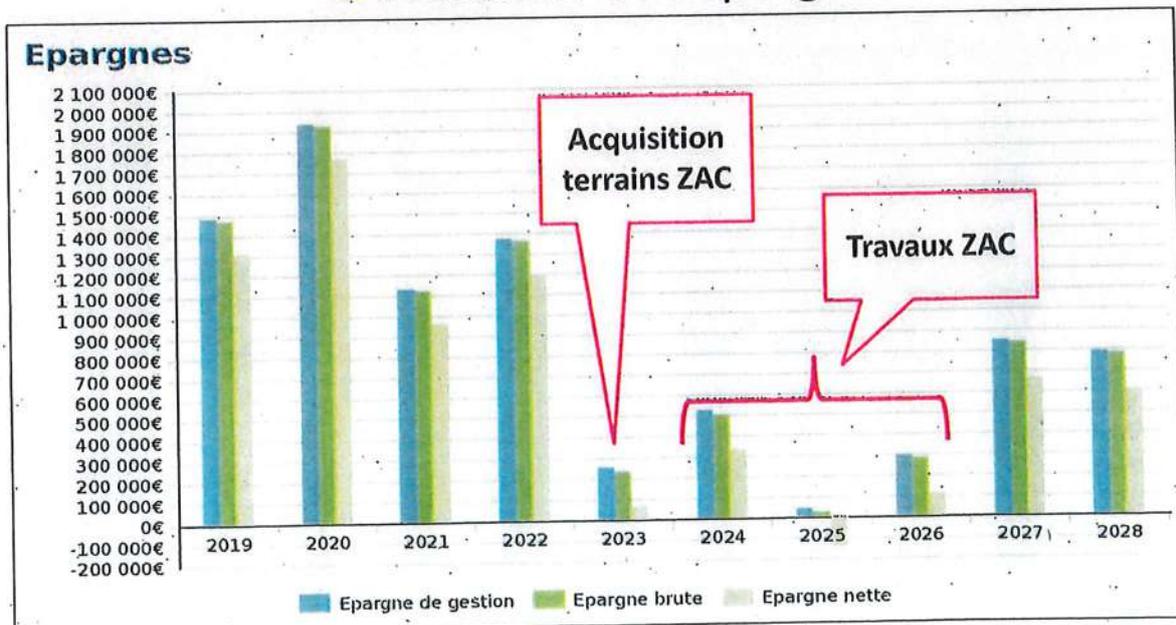
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Fonds de roulement en début d'exercice	7 843 463	8 857 073	9 192 708	10 088 711	11 093 549	8 132 279	4 364 559	1 808 418	1 464 892	2 050 719
Résultat de l'exercice	1 013 611	335 635	896 003	1 004 838	-2 961 270	-3 767 720	-2 568 141	-341 528	686 826	527 615
Fonds de roulement en fin d'exercice	8 857 073	9 192 708	10 088 711	11 093 549	8 132 279	4 364 559	1 808 418	1 464 892	2 050 719	2 578 333

## • Endettement

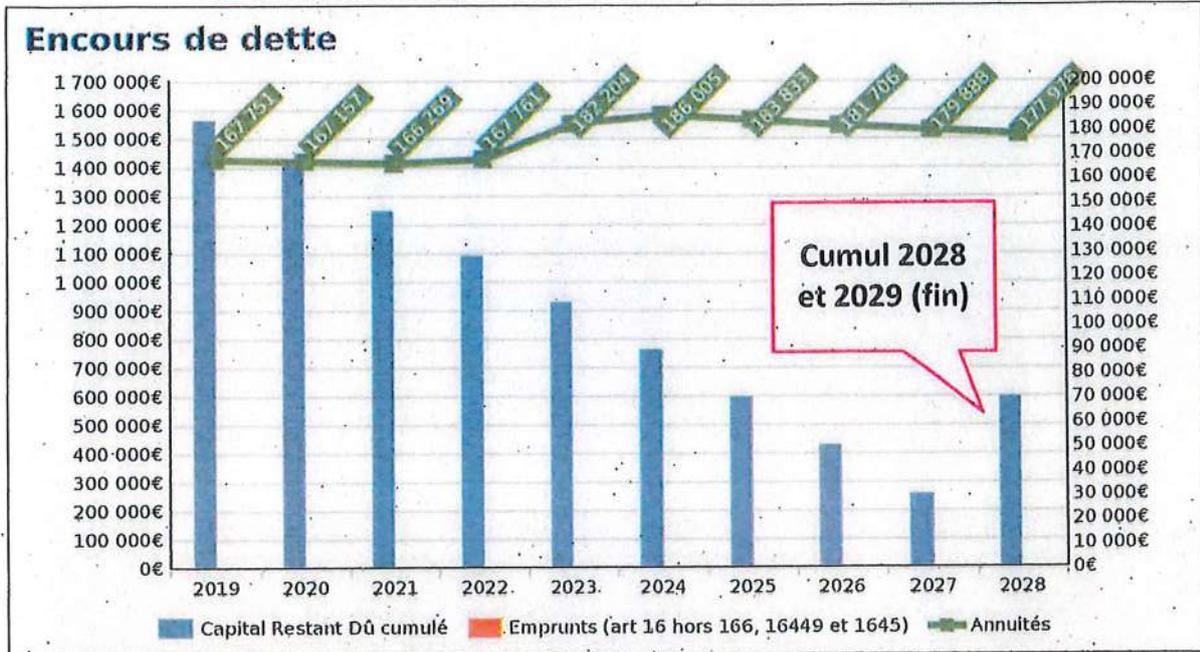
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours au 31 décembre	1 566 054	1 409 978	1 250 258	1 090 538	928 722	764 816	598 725	430 458	269 977	598 725
Ratio de désendettement	1,1 an	0,7 an	1,1 an	0,8 an	3,9 ans	1,5 an	23,9 ans	1,5 an	0,3 an	0,8 an
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



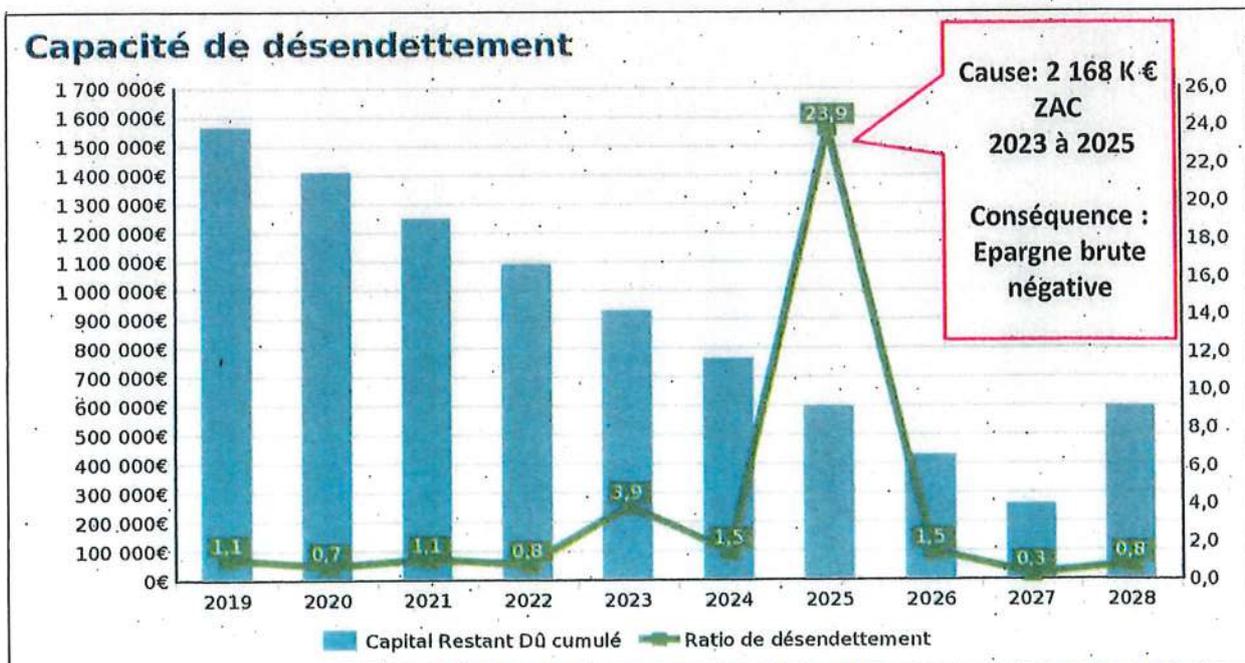
## Evolution de l'épargne



## L'endettement : données actuelles



## L'endettement : données actuelles



Ratio de désendettement national bloc communal en 2021 : 5,5 ans

